

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE	3
Chapitre 1 : Généralités sur le secteur bancaire et la croissance économique	4
Section 1 : Notions sur les banques	4
Section 2 : Notion sur la croissance économique.....	10
Chapitre 2 : Relation entre le secteur bancaire et la croissance économique.....	20
Section 1: La revue théorique de la relation entre ces éléments	20
Section 2 : La revue empirique de la relation entre ces éléments	23
PARTIE 2 : APPROCHE EMPIRIQUE	29
Chapitre 1 : Le secteur bancaire malagasy et sa croissance économique	30
Section 1 : Présentation du secteur bancaire et de la croissance économique de Madagascar.....	30
Section 2 : Analyse de la situation du secteur bancaire de Madagascar	36
Chapitre 2 : Analyse du lien entre le secteur bancaire et la croissance économique de Madagascar.....	41
Section 1 : Analyse descriptif de la relation entre le secteur bancaire et la croissance économique de Madagascar	41
Section 2 : Analyse économétrique.....	46
CONCLUSION	55

Liste des abréviations

- ABM : Accès Banque Madagascar
- ADF : Augmented Dickey-Fuller
- AFH/BOA: Africa Financial Holding / Bank of Africa
- BCM : Banque centrale de Madagascar
- BFV : Banky Fampanandrosoana ny Varotra
- BICM : Bank Industrielle et Commerciale de Madagascar
- BMOI : Banque Malgache de l'Océan Indien
- BSM : Banque de Solidarité Malgache
- BTM : Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra
- CMB : Compagnie Malgache de Banque
- CSBF : Commission de Supervision Bancaire et Financière
- FAS : Facilités d'Ajustement Structurel
- FASR : Facilités d'Ajustement Structurel Renforcées
- FBCF : Formation Brut de capital Fixe
- FMI : Fonds Monétaire International
- ICD : Institutions Collectrices de Dépôts
- MCB : Mauritius Commercial Bank
- MCO : Méthode de Moindre carré Ordinaire
- PIB : Produit Intérieur Brut
- PNB : Produit Net Bancaire
- SBM : State Bank of Mauritius
- SIFIM : Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés

Listes des tableaux

Tableau 1 : Structure du Secteur Financier, 2011-2014	38
Tableau 2 : Le volume des activités générées par les banques et l'augmentation de leur taille entre 2012 et 2014	39
Tableau 3 : Indicateur de développement du Secteur Financier (2009-2014)	40
Tableau 4 : Test de stationnarité des variables	48
Tableau 5 : Résultat de l'estimation du modèle en différence première (modèle long)	51
Tableau 6 : Résultat de l'estimation du modèle en différence première (modèle court)	53

Listes des graphiques

Graphe 1 : Evolution du taux de croissance économique de Madagascar de 1961 à 2015.....	34
Graphe 2 : PIB par habitant dans certains pays (en dollar US constants, à parité de pouvoir d'achat).....	36
Graphe 3 : Composition du Secteur Financier en 2014 en % du total des actifs	37
Graphe 4 : Evolution du PIB par habitant et de Masse monétaire à Madagascar entre 1970 et 2015	42
Graphe 5 : Evolution du PIB par habitant et les créances sur le secteur privé à Madagascar entre 1970 et 2015	43
Graphe 6 : Evolution du PIB par habitant et le crédit intérieur fourni au secteur privé à Madagascar entre 1970 et 2015.....	44
Graphe 7 : Evolution du PIB par habitant et la formation brute du capital fixe (% du PIB) à Madagascar entre 1970 et 2015.....	45
Graphe 8 : Evolution du PIB et du CREDIT en niveau entre 1970 et 2015	49
Graphe 9 : Evolution du PIB et du CREDIT après différence première entre 1970 et 2015	50

INTRODUCTION

La croissance économique tient une place importante dans l'actualité de la littérature économique et surtout dans les débats actuels. C'est un déterminant de la puissance d'un pays. Nombreux peuvent être les facteurs qui expliquent la croissance. Ils dépendent du modèle de la croissance considéré. Pour les classiques, comme A. Smith (1776), c'est la division du travail qui est à la base de la croissance économique mais c'est lié à la taille des marchés. Pour Nicolas Kondratiev (1926), il existe des cycles économiques longs de 40 à 60ans où l'activité économique connaît une ascension et un déclin. Pour les autres, on va les voir dans le développement de ce travail.

Madagascar, un pays en voie de développement qui se présente dans une situation économique difficile. Pourtant, plusieurs secteurs peuvent favoriser sa croissance comme l'agriculture, le secteur minier, l'exportation, etc.

Actuellement, le secteur bancaire se développe dans nombreux pays dans le monde. A Madagascar, il est très dynamique. On constate l'ouverture des nouveaux distributeurs et des guichets automatiques, des nouvelles technologies dans ce secteur et la diversification et l'innovation des services proposés. Sans oublier les nombreuses institutions financières qui viennent étoffer ce secteur comme les microfinances, le M-vola, orange Money, Airtel Money, etc.

Le secteur bancaire de Madagascar se développe comme tout autre dans le monde alors que ce pays est toujours classé parmi les pays en développement. On sait que la croissance économique conduit au développement du pays.

Cette constatation nous amène à réfléchir sur le lien qui peut exister entre la croissance économique d'un pays et son secteur bancaire. Plus précisément, est ce que le secteur bancaire contribue-t-il à la croissance économique ?

Pour une réponse anticipée relative à la question précédente, on va poser comme hypothèse l'idée suivante, le secteur bancaire a une contribution importante au sein de la croissance économique. En effet, les banques et les institutions financières sont une source de financement incontournable pour les diverses activités économiques dans un pays.

L'analyse de ce sujet nécessite un recours à quelques méthodes pour mieux l'aborder. La première méthode est la méthode descriptive, elle cherche à apporter une description de la

réalité du secteur bancaire en général et surtout à Madagascar. Le deuxième est la méthode normative, on va essayer d'apporter une analyse sur ce secteur concernant les causes et les explications sur l'amélioration du secteur bancaire. Le troisième est la méthode économétrique et statistique, elle permet l'analyse des données. Elle nous permet de traiter les données, de sortir des résultats de calcul sur les données de notre pays étudié, d'interpréter ces résultats et de tirer des conclusions sur cette étude.

Cette recherche sera délimitée dans le temps car on ne pourra pas avoir tous les données sur l'ensemble des périodes existantes. Concernant la délimitation dans l'espace, l'étude sera consacrée pour le cas de Madagascar seulement.

C'est dans le cadre de la constatation du développement du secteur bancaire à Madagascar que cette recherche a été élaborée. Ce travail cherche à identifier l'apport du secteur bancaire dans la croissance s'il en existe pour ce pays. Il va permettre de comprendre toutes les réalités du système bancaire à Madagascar et son apport dans le devenir du pays.

Ce travail sera présenté sous deux grandes parties. La première partie concerne une approche théorique sur le sujet. Cette partie sera consacrée pour la compréhension des différents concepts et les théories sur ce sujet. La seconde partie concerne l'approche empirique. Cette analyse empirique nous conduira à la vérification de l'hypothèse et à la réponse à la problématique posée ci-dessus.

PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE

La contribution du secteur financier à la croissance économique n'est pas une question récente. Il existe déjà de nombreux auteurs qui ont attiré leur attention sur ce sujet. En effet, si on doit citer, par exemple Schumpeter (1912) avait souligné l'importance des banques dans l'économie par le financement de l'innovation. Les autres ont avancé des affirmations, selon leur point de vue, leur analyse et leur étude, qui peuvent être divergentes mais parfois se convergent sur une même idée.

Pour bien voir le lien qui peut exister entre le secteur bancaire et la croissance économique, il est nécessaire avant tout de préciser les théories qui régissent les termes principaux de cette étude. Cette partie sera consacrée sur l'approche théorique du sujet. Pour cela, la compréhension des notions sur les banques qui sont les principales institutions du secteur bancaire sera avancée. Ensuite, la notion sur la croissance économique qui sera présenté sous plusieurs théories. Et enfin, une précision sur la revue littérature sera présentée pour avoir l'idée sur l'état de connaissances.

Chapitre 1 : Généralités sur le secteur bancaire et la croissance économique

En générale, le secteur bancaire est l'une des deux composantes du secteur financier. Ce dernier est classé dans le secteur tertiaire qui est l'ensemble des activités économiques visant à fournir des services (par opposition à la production des biens).¹ Le secteur financier englobe le secteur bancaire et le secteur assurance (ou secteur banque assurance). Dans ce chapitre, on va se concentrer sur les concepts concernant les banques car elles sont un des représentants satisfaisants du secteur bancaire. Pour cela, on va d'abord donner la notion des banques, leurs différents types et la mesure de leurs productions. Ensuite, on présente la définition, les différentes théories et la mesure de la croissance.

Section 1 : Notions sur les banques

1) Historique :

Etymologiquement, le terme « banque » vient du mot italien « banca » qui signifie « comptoir de vente » ou table de comptoir, utilisé à partir de 1458. En effet, les banquiers lombards du Nord de l'Italie accomplissaient leur travail dans des lieux ouverts et s'installaient sur des bancs.

La banque est une très vieille institution, probablement l'une des plus anciennes. D'après les historiens, on trouve des témoignages d'activité bancaire qui remontent à environ 3500 ans avant J.-C. En effet, à l'époque sumérienne, les prêtres du Temple rouge d'Ourouk en Mésopotamie (1) recevaient des offrandes et rassemblaient des ressources énormes par l'accumulation de petits dépôts et dons en nature, (2) possédaient des domaines et les faisaient fructifier, (3) prêtaient aux commerçants, aux agriculteurs et aux plus démunis, (4) consignaient ces opérations sur des tables d'argile².

Vers 2000 avant J.-C., un vaste réseau de banques privées s'étendait de la Mésopotamie à tout l'Orient méditerranéen.

Au Moyen Age, les souverains tentent de prendre le monopole de la frappe de la monnaie. C'est là que le métal est transformé en instruments monétaires, des pièces frappées

¹ Disponible sur <http://www.larousse.fr/archives/économie/page/224> le 28 Novembre 2016

² BERNOU N., Élément d'économie bancaire : activité, théorie et réglementation, université lumière-lyon2, 2005, pp. 10-14

dans des organismes spécialisés (Hôtels des Monnaies). Ces derniers constituaient déjà les précurseurs de l'institution bancaire même si leur fonction est encore moins visible.

Pendant la renaissance, entre le XII et XIIIème siècle, les grands banquiers étaient alors Italiens (les Lombards) et Juifs (espagnols ou d'Europe de l'Est). Jean de Médicis (1360-1429), fondateur de la dynastie qui porte son nom et commerçant à Florence, prenait soin de mettre en place un véritable réseau bancaire. Ces clients les plus précieux sont alors les souverains européens et le Pape, à qui il accorde des prêts substantiels.

Le 16^{ème} siècle est marqué par l'apparition de la banque moderne. Par exemple la banque d'Amsterdam (Wisselbank) créée en 1609, elle détient le monopole des lettres de changes sur Amsterdam. En 1694, la Banque d'Angleterre (The Governor and Company of the bank of England), qui était une banque d'émission privée, fut créée.

En 1716, J. Law a créé la Banque générale. Cette dernière est devenue la Banque Royale en 1718. Après, en 1776, la Caisse d'Escompte qui était une banque privée est créée pour consolider la place de Paris où on comptait à l'époque 66 petites banques. En 1800, la banque de France fut créée par les anciens dirigeants de la Caisse d'Escompte. A cette époque, les grands établissements bancaires français actuels sont apparus : la première Caisse d'Epargne est fondée en 1848, le Comptoir national d'escompte de Paris (à l'origine de la BNP) en 1848, le Crédit Mutuel et les Banques Populaires.

Aux Etats-Unis, l'histoire de la banque est assez récente, c'était vers 1783, date à laquelle les Britanniques reconnaissent l'indépendance des Etats-Unis. La création de la Banque des Etats-Unis était en 1791.

D'après cette extrait de grand trait de l'histoire de la banque, on a constaté que l'histoire est très mouvementée dans un passé très lointain.

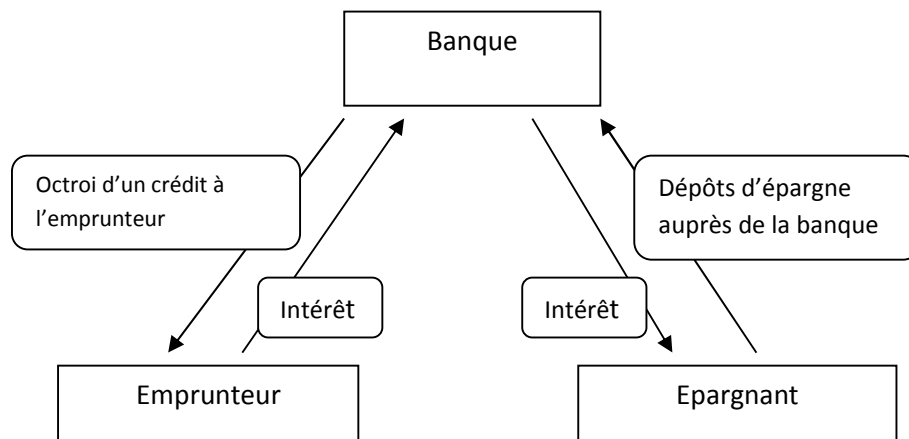
2) Définitions :

Dans cette définition, on va se baser sur le système bancaire français en passant par la loi qui le régit. En fait, c'est la loi du 13 juin 1941 ; dans l'article premier : « Sont considérés comme banques, les entreprises ou établissements qui font profession habituelle de recevoir du public, sous forme de dépôt ou autrement, des fonds qu'ils emploient pour leur propre compte, en opérations de crédit ou en opérations financières. »³ Donc, il est nécessaire de rappeler que le système bancaire est un ensemble de banques et d'autres établissements

³ GRESLIER Henri, aide-mémoire banque, coll. Aide mémoire, dunod, Paris, p.5

financiers et d'une Banque centrale qui entretiennent des relations financières de créances et d'engagements les uns vis-à-vis des autres ainsi que vis-à-vis des agents non financiers.

La notion de banque peut être définie par plusieurs affirmations selon l'auteur mais l'idée en générale est la même. Une banque est une entreprise dont l'activité principale consiste à recevoir l'épargne en dépôt, à accorder des crédits et à fournir d'autres services financiers.⁴ Cette définition affirme la notion par l'activité des banques. En fait, Une banque remplit deux tâches fondamentales: d'une part, elle prend en dépôt l'argent que les épargnants versent sur leur compte et, d'autre part, elle octroie des crédits à sa clientèle. Elle joue ainsi le rôle d'intermédiaire entre épargnants et emprunteur. Une banque fournit en outre des prestations financières telles que le règlement de paiements, la gestion de fortune ou les opérations de change. Ce propos peut s'illustrer par le schéma suivant :



Source : Ioconomix, qu'est ce qu'une banque ?, mai 2016

Pour les autres auteurs, comme L. WALRAS (1992), il envisage la banque comme une institution d'émission : « L'émission des billets de banque doit-elle être faite par l'Etat, ou par une banque unique investie d'un monopole et pourvue d'un cahier des charges, ou par un nombre indéfini de banques libres ? »⁵ En effet, c'est le marché sur lequel la monnaie est prêtée et empruntée à des fins d'investissement : « Il y a des institutions nommées banques d'émission, qui font alors l'opération suivante. Elles reçoivent des effets payables à terme, transmissibles par voie d'endossement, et elles remettent à la place des effets payables à vue,

⁴ Ioconomix, qu'est ce qu'une banque ?, mai 2016, p.1

⁵ L. WALRAS, Théorie mathématique du billet de banque, in Etudes d'économie politique appliquée. Théorie de la production de la richesse sociale, Œuvres économiques complètes, vol. X, éditées par P.DOCKES et AL, Economica, 1992, p.311

transmissibles sans endossement, qu'on appelle billets de banque.»⁶ Ce qui prouve qu'il existe des échanges dans la banque comme dans tout marché.

D'après le dictionnaire Larousse⁷, le terme banque signifie : « Etablissement privé ou public qui facilite les paiements des particuliers et des entreprises, avance et reçoit des fonds, et gère des moyens de paiement ». Dans le dictionnaire le Petit Robert⁸, on révèle que le terme banque a comme racine le mot *Banc* qui vient du germanique *Bank* : « Siège étroit et allongé », par l'intermédiaire du latin *Bancus*. L'italien *Banca* nous a donné Banque « comptoir du changeur » puis Banqueroute « le comptoir du banquier failli étant brisé » et Banco « terme de finances à l'origine ».

Pour C.BIALES⁹(2013), il a donné une définition sur le plan institutionnel, « on appelle banque toute institution financière détenant le pouvoir de créer de la monnaie, et qui peut le plus peut le moins : les banques peuvent réaliser de l'intermédiation financière alors que les intermédiaires financiers « purs » n'ont pas le pouvoir de création monétaire ».

A travers ces définitions, on remarque que ce soit surtout les activités de collecte de dépôts et de distribution de crédit qui permettent d'identifier une banque.

3) Types de banque :

Quand on veut énumérer les différents types de banques, on a tendance à les distinguer à partir de leurs fonctions. Pour cela, on a :

- **Les banques de dépôt** appelées encore banques commerciales ou banques de détail recueillent les ressources monétaires de leurs clients pour les prêter à d'autres clients (ménages, PME...) qui en ont besoin pour financer leurs activités économiques (achat de biens de consommation, achat de logement, paiement des fournisseurs ou des salariés, achat de biens d'équipement...).
- **Les banques d'affaires, les banques de financement des investissements et les banques privées** ne sont pas spécialisées dans la gestion des comptes courants. Elles mettent en contact leurs clients et les marchés financiers en offrant des services spécialisés :

⁶ Ibid, p.519

⁷ La rousse, 100^{ème} édition, 2005

⁸ Le petit robert, Edition 2004

⁹ C. BIALES, « l'intermédiation financière », 16 juillet 2013, p. 10

- ✓ Une banque d'affaires est une banque qui a un rôle d'intermédiaire dans les opérations financières : introduction en bourse, augmentation de capital, placement d'emprunt, opération de fusion-acquisition.... Elle ne prête quasiment pas. Elle a donc des besoins en capitaux propres plus réduits que les banques commerciales. Par contre, il peut lui arriver de prendre des participations minoritaires ou majoritaires dans des affaires industrielles ou commerciales afin de les aider à se développer et de réaliser à terme une plus value en recédant cette participation.
 - ✓ La banque de financement et d'investissement apporte des services sophistiqués à des grandes entreprises dans une logique d'un sur mesure partiel ou total. Elle offre entre autres des services liés à l'accès aux marchés actions / obligataire/taux (émission, transaction, couverture..), aux conseils en fusions et acquisitions, à l'accès aux financements bancaires plus ou moins complexes...
 - ✓ La banque privée est une banque qui se spécialise dans la gestion de fortune ou de patrimoine de clients fortunés à qui des produits et des services spécifiques sont proposés : déclaration d'impôt, accès à des hedge funds (fonds spéculatifs) ou fonds de private equity (fonds d'investissement), conseils patrimoniaux, conseils pour l'achat d'oeuvre d'art, architecture du patrimoine personnel, organisation des successions, etc. Selon les banques, le minimum d'actifs financiers liquides détenus permettant d'obtenir des services de banque privée sont compris entre 250 000 et 1 000 000 €.
- **Les banques universelles** ou **globales** (Barclays, BNP Paribas, Citigroup...) sont des grands conglomérats financiers regroupant les différents métiers des banques de détail, des banques de financement et d'investissement et des banques de gestion d'actifs. Aux Etats-Unis, le *Glass-Steagall Act* de 1933, a imposé une stricte séparation entre les activités de banque de détail, qui reçoit les dépôts et qui effectue des prêts et de banque d'investissement, qui réalise des opérations sur titres et valeurs mobilières. Battu en brèche depuis la dérèglementation des marchés financiers américains le 1er mai 1975, le *Glass-Steagall Act* a disparu en 1999 pour permettre la constitution aux États-Unis de grandes banques universelles, comme Citigroup.

4) Mesure de la production bancaire :

Comme toute entreprise, les banques aussi possèdent des inputs et des outputs. Elles ont le même but en tant qu'acteur économique de réaliser de bénéfices, de profits, de rentabilité. Et ce sont des entreprises classées dans le secteur tertiaire, donc leurs productions sont des services. La production bancaire se mesure selon deux manières : celle de la comptabilité privée et celle de la comptabilité nationale.

- Mesure de la production bancaire selon la comptabilité privée : Produit Net Bancaire (PNB)

Pour la comptabilité privée, la production bancaire est mesurée par le Produit Net Bancaire (PNB). Ce dernier désigne la valeur ajoutée créée par l'activité bancaire, c'est à dire il constitue la différence entre les produits issus de l'activité bancaire et les charges engendrées par cette même activité¹⁰. Il est constitué de la marge sur intérêts et des commissions perçues. La marge sur intérêts est égale à la différence entre les intérêts perçus par la banque sur les crédits effectués et les intérêts perçus sur les emprunts destinés à les financer.¹¹ Autrement dit, le PNB se mesure à partir des revenus nets des établissements de crédits sur seulement leur activité bancaire. On peut le calculer par la formule suivante :

PNB= Produits d'exploitation bancaires – Charges d'exploitation bancaire

Ces produits d'exploitation n'incluent que les revenus tirés par les banques des activités bancaires comme les plus-values, commissions, dividendes, marges d'intérêts comme déjà mentionner ci-dessus. Il en est de même pour les charges d'exploitation qui excluent les charges extérieures telles que les frais généraux.

- Mesure de la production bancaire par la comptabilité nationale : les Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM)

La production des banques est parfois difficile à mesurer dans la mesure où certains services (l'intermédiation) qu'elles fournissent ne sont pas explicitement facturés. En fait, la facturation de ces services se fait indirectement à travers les marges d'intérêts. Par conséquent, les intérêts reçus ou versés par les banques contiennent cette marge qui rémunère les services d'intermédiation appelés Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés. Les intérêts sont alors composés d'intérêts dits « purs » et des SIFIM. Les intérêts purs représentent l'intérêt effectif sans prise en compte du SIFIM. Normalement, les intérêts sur les crédits sont supérieurs au taux d'intérêt pur tandis que ceux des dépôts sont inférieurs.

¹⁰ Disponible sur <http://www.journaldunet.com/business/pratique/dictionnaire-comptable-et-fiscal> le 28 novembre 2016

¹¹ J. M. PRUVOST, Dico du financier, éd. DUNOD, Paris, 2009

Les SIFIM désignent alors la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle.¹²

On peut les calculer de la manière suivante :

Crédits accordés par les banques * taux de référence = Intérêts purs reçus par les banques

Dépôts * taux de référence = Intérêts purs payés par les banques

SIFIM sur les crédits accordés = intérêts reçus sur les crédits – (encours de crédits * Taux de référence)

SIFIM sur les dépôts = (encours de dépôts * taux de référence) – intérêts versés sur les Dépôts

Où Le taux de référence représente le taux d'intérêt qui aurait pu être appliqué effectivement sans le SIFIM¹³.

Section 2 : Notion sur la croissance économique

La croissance économique est un débat très chaleureux depuis longtemps et ça continue de l'être jusqu' à maintenant. Plusieurs définitions peuvent être attribuées à ce terme. Ici, quelques auteurs seront pris en considération pour essayer de connaître au mieux ce terme. Les théories de la croissance connaissent depuis quelques années une ferveur nouvelle. Cet indicateur très important dans l'économie peut se mesurer de plusieurs manières. La littérature économique a toujours présenté des différents types de croissance selon les auteurs et leurs hypothèses.

Rapport-gratuit.com 
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

¹² Disponible sur <http://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1460> le 28 novembre 2016

¹³ Selon la norme du SIFIM européen 2002, le taux de référence est égal aux intérêts reçus sur les crédits interbancaires divisés par l'encours de crédit interbancaire

1) Définitions :

Dans le Dictionnaire économique et social (1990) selon François Perroux¹⁴, la croissance économique est définie comme étant « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels ». Il a définie la croissance économique par la valeur d'un indicateur qui peut illustrer le phénomène de la croissance. C'est alors l'augmentation à long terme de cet indicateur qui va apporter la croissance économique. La croissance économique est l'augmentation périodique du revenu réel selon MANKIW (2009)¹⁵.

D'autre auteur la définit comme « *un accroissement durable de sa dimension, accompagné de changements de structure et conduisant à l'amélioration du niveau de vie* »¹⁶.

De ces nombreuses définitions, on peut définir la croissance tout simplement comme étant une hausse de la production d'une nation ou d'un pays sur le long terme. Elle se distingue ainsi de l'expansion qui est une hausse de la production sur le court ou le moyen terme. Cette hausse de la production est mesurée de manière quantitative par des agrégats macroéconomiques. La croissance se différencie aussi alors du progrès qui est un phénomène qualitatif. En effet, on peut décomposer la croissance d'une manière générale entre croissance intensive et croissance extensive. La croissance intensive est une hausse de la production due à des gains de productivité tandis que la croissance extensive est due à une augmentation des facteurs de production. Cette dernière est souvent créatrice d'emplois.

2) Les théories sur la croissance économique :

La plupart des manuels de théorie économique, d'histoire de la pensée économique et d'histoire des faits économiques, font remonter les origines de la croissance à la première révolution industrielle. Plusieurs auteurs ont traité la croissance économique, c'est-à-dire en attribué des théories. Donc, quelques théories seront avancées.

2-1) **Les précurseurs (ou les classiques) :**

Adam SMITH(1776), dans ses recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations, met en évidence le rôle de la division du travail (surplus, marché, gains de productivité) comme facteur de croissance. Cette division du travail se trouve renforcée par la

¹⁴ In : Dictionnaire économique et social, Paris, Hatier, 1990, p.115

¹⁵ MANKIW G.N., (2009), "Macroéconomie," DE BOECK UNIVERSITE, 4ème édition, Traduction de la 6ème édition américaine par Jihad C. El Naboulsi.

¹⁶ DIEMER, économie générale, IUFM AUVERGNE, 2012, p.95

participation du pays au commerce international (théorie des avantages absolus). En effet, cela consiste à une spécialisation sur des tâches dont on a un avantage, et par la suite améliore la productivité. C'est cette hausse de productivité qui conduit à l'obtention de la croissance économique.

Pour David RICARDO (1817), il a parlé de la croissance économique dans sa théorie sur les rendements décroissants. Dans ses *principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), il souligne que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants. La valeur ajoutée se répartit entre trois agents : les propriétaires fonciers (rente foncière), salariés (salaire de subsistance) et le capitaliste (profit). Précisons que le profit des capitalistes est résiduel, c'est-à-dire qu'il intervient une fois le salaire et la rente foncière payés. Lorsque la population s'accroît, il convient d'augmenter la production agricole, or les nouvelles terres mises en culture sont de moins en moins productives. Le coût de production va donc s'élever, entraînant inévitablement la hausse des salaires et de la rente foncière. Les profits vont se réduire jusqu'au moment les capitalistes ne seront plus incités à investir. L'économie atteint la situation d'état stationnaire, plus d'évolution. Afin de retarder cette situation, Ricardo préconise d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international (théorie des avantages comparatifs). La croissance pour D. Ricardo est alors le résultat de l'utilisation des progrès techniques et de l'ouverture au commerce international par sa célèbre théorie des avantages comparatifs.

Concernant la théorie de Thomas Robert MALTHUS (1796), il a mis en relation la croissance et la démographie. Dans son ouvrage *Essai sur le principe de population* (1796), Thomas Malthus considère que la croissance est limitée en raison de la démographie galopante. L'accroissement de la population est très rapide donc la croissance reste. Dans son étude, il attribue la misère en Angleterre au décalage entre deux lois : la loi de progression arithmétique des subsistances et la loi de progression géométrique. Le moyen pour sortir de cet état passe par la mortalité, la baisse de la natalité.

L'apport de Karl MARX (1844) a été expliqué par le terme la destruction du capitalisme. Karl Marx a été le premier économiste à proposer un modèle formel de croissance, à l'aide de ses schémas de reproduction élargie. Il considère que la croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle des taux de profit (1867, *Le Capital*). En effet, la recherche d'une plus-value toujours plus importante (notamment grâce à des salaires bas, que Marx appelle, Minimum de Subsistance) et la concurrence entre capitalistes devraient provoquer une paupérisation des ouvriers et un blocage dans le développement du système capitaliste (crise).

2-2) **Schumpeter (1911) et le rôle de l'entrepreneur :**

Dans son ouvrage, *Capitalisme, Socialisme et démocratie*, Joseph Schumpeter (1942) considère que le progrès industriel est la clé du changement. Il stipule que : « L'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de la consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle – tous éléments créés par l'initiative capitaliste ». En d'autres termes, le progrès industriel est porté par des innovateurs qui cherchent le maximum de profit possible. En effet, L'analyse de Schumpeter est intéressante car elle ne repose pas seulement sur le progrès technique, sur l'évolution des connaissances ou les grandes inventions (avec le cycle des révolutions industrielles successives). Donc, la croissance est le fruit de la destruction de l'ancienne organisation par l'innovation. C'est le processus de « destruction créatrice » par Schumpeter. Ce dernier concept décrit le processus par lequel une économie voit se substituer à un modèle productif ancien un nouveau modèle fondé sur des innovations.

En 1913 dans la « Théorie de l'évolution économique », Schumpeter développa en particulier l'importance de l'entrepreneur. Les innovations apparaissent par « grappes », ce qui explique la cyclicité de la croissance économique. Par exemple, cet auteur retient les transformations du textile et l'introduction de la machine à vapeur pour expliquer le développement des années 1798-1815, ou le chemin de fer et la métallurgie pour l'expansion de la période 1848-1873. De façon générale, Schumpeter retient trois types de cycles économiques pour expliquer les variations de la croissance : les cycles courts ou cycles Kitchin (d'une durée de quarante mois environ), les cycles intermédiaires ou cycles Juglar (ayant une durée de dix ans environ) et enfin, les cycles longs ou cycles de Kondratieff (ayant une durée de cinquante ans).

2-3) **Les théories de la croissance exogène :**

➤ Le modèle de Harrod et Domar (1939,1947):

Après la seconde guerre mondiale, les économistes Harrod et Domar, influencés par «la Théorie générale» de Keynes, vont chercher à comprendre les conditions dans lesquelles une phase d'expansion peut être durable. Par conséquent, même s'il ne propose pas à proprement parler une théorie de la croissance (expliquant son origine sur une longue

période), le modèle de Harrod-Domar¹⁷ permet, néanmoins, de faire ressortir le caractère fortement instable de tout processus d'expansion. En particulier, il montre que pour qu'une croissance soit équilibrée, il faut qu'elle respecte un taux précis, fonction de l'épargne et du coefficient de capital (quantité de capital utilisée pour produire une unité) de l'économie. Par contre, il n'y a aucune raison que la croissance, qui dépend de décisions individuelles (investisseurs), respecte ce taux. Ce modèle, construit après guerre et marqué par l'effet néfaste engendré par la crise de 1929, a toutefois été fortement critiqué. Il suppose, en effet, que ni le taux d'épargne, ni le coefficient de capital ne sont variables à court terme, ce qui n'est pas prouvé.

➤ Le modèle de Solow :

Robert Solow (1956) a construit un modèle formel de la croissance¹⁸, à partir d'une réflexion critique sur le modèle de Harrod et Domar, qui constitue encore aujourd'hui le modèle de référence en science économique. Le modèle de Harrod était un modèle pessimiste qui pouvait être utilisé par les Marxistes pour annoncer la fin du Capitalisme. Ainsi, le modèle de Solow est de nature optimiste car il ne prévoit pas de situation de crise. C'est-à-dire le modèle n'a pas de problème. Ce modèle est inspiré des néoclassiques, il se fonde sur une fonction de production à deux facteurs : le travail et le capital. La production est donc le fruit de la mise en combinaison d'une certaine quantité de capital (capital physique) et de travail (main d'œuvre). Solow appartient à l'école de la synthèse, son modèle se fera critiquer par les néoclassiques et les keynésiens.

Le modèle de Solow se fonde sur l'hypothèse que les facteurs de production présentent des rendements décroissants, c'est-à-dire qu'une augmentation de des facteurs de production d'une certaine proportion entraîne une augmentation de la production avec une proportion plus faible. L'hypothèse que les facteurs de production sont utilisés de manière efficace par tous les pays sera posée. En posant que la population connaît un taux de croissance qualifié de « naturel » (non influencé par l'économie), le modèle déduit donc trois prédictions. En premier lieu, augmenter la quantité de capital, c'est-à-dire investir, augmente la croissance car avec un capital plus important, la main d'œuvre augmente sa productivité, dite apparente. En

¹⁷ Ce modèle a été présenté par Harrod R.F. en 1939 dans un article intitulé *An essay in dynamic theory*, publié dans *The Economic Journal*, repris et complété en 1948 dans l'ouvrage *Toward a dynamic economics* et Domar E. en 1947 dans un article intitulé *Expansion and Employment* publié dans *The American Economic Review*.

¹⁸ Solow R., *A Contribution to the Theory of Economic Growth*, *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, no 1, 1956, p. 65-94.

second lieu, les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevé que les pays riches. Ils ont en effet accumulé moins de capital, et connaissent donc des rendements plus faiblement décroissants, c'est-à-dire que toute augmentation de capital y engendre une augmentation de la production proportionnellement plus forte que dans les pays riches. Et en troisième et dernier lieu, par le fait des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production par tête. Là, on parle de l'état stationnaire. Toutefois, Solow note que cette troisième prédiction est irréaliste car en fait, les économies n'atteignent jamais ce stade, grâce au progrès technique qui accroît la productivité des facteurs. Sur le long terme, Solow avance l'idée que la croissance provient du progrès technique. Ce dernier est exogène au modèle, ce qui signifie ne dépend pas d'autres choses ou variables pour l'expliquer mais donner, contraire aux variables endogènes.

Ce modèle comporte plusieurs hypothèses qui seront avancées suivantes :

- H1 : la concurrence est pure et parfaite, les agents sont « price takers ».
- H2 : il y a un bien unique. Puisqu'il y a un bien unique, la quantité produite de ce bien est égale à la quantité consommée et investie. Il y a équilibre sur le marché des biens : $Y = C + I$.
- H3 : il y a équilibre sur le marché des capitaux : $I = S$.
- H4 : le taux d'épargne est exogène : $S = sY$.
- H5 : L'investissement accroît dans le temps le stock de capital : $I \rightarrow DK = dK/dt$. A long terme, le capital s'use et donc son stock se déprécie au taux δ . Alors, l'accroissement net du stock de capital est : $DK = I - \delta K$.
- H6 : La population croît à un taux exogène constant : $DL/L = n$.
- H7 : il y a équilibre sur le marché du travail : $L^d = L^s$.
- H8 : La fonction de production $Y = F(K, L, t)$ est dite « néo-classique ».
- H9 : Le progrès technique est neutre au sens de Harrod, c'est-à-dire qu'il augmente l'efficacité du travail. $Y = F(K, A(t), L)$. Le progrès technique croît au taux exogène constant : $DA/A = x$.
-

2-4) Les théories de la croissance endogène :

Les théories de la croissance endogène ont pour objet d'expliquer la croissance économique à partir de raisonnements et de décisions microéconomiques. Elles sont développées principalement par Paul ROMER, Robert LUCAS et Robert BARRO. Ces auteurs répondent aux modèles de croissance endogène et en particulier le modèle de Solow.

Ils se fondent également sur l'hypothèse que la croissance génère par elle-même le progrès technique.

Les théories de la croissance endogène ont identifié quatre facteurs principaux de croissance : les rendements d'échelle, la recherche (ou innovation), la connaissance (ou capital humain), et l'intervention de l'État. Les modèles de croissance endogène ont la particularité d'allier rendements d'échelle globalement croissants, externalités, et explication endogène du processus de croissance. On distingue les rendements sociaux, au niveau macro-économique, et les rendements individuels du capital humain.

➤ Le modèle de Romer :

Pour Romer (1986), la croissance est endogène, ce qui signifie qu'elle provient d'elle-même. Il met en exergue dans son modèle l'accumulation de capital et la recherche-développement.

Le modèle de Romer¹⁹ prend en compte le progrès technique en introduisant la recherche de nouvelles idées par des inventeurs intéressés par les profits qu'ils peuvent obtenir grâce à leur innovation. Le modèle a pour but d'expliquer pourquoi les pays développés bénéficient d'une croissance soutenue. Le progrès technique est essentiellement porté par le capital physique comme les matériels d'équipement, les machines...

Dans son modèle, Romer insiste en particulier sur deux éléments : l'importance des droits de propriétés dans le processus de recherche et l'intérêt de la coopération entre les acteurs. Les droits de propriété garantissent que l'activité de recherche sera rentable pour celui qui cherche, grâce à la rente de la recherche. En ce qui concerne la coopération entre les acteurs, en particulier la recherche, l'université et l'industrie lui paraît fondamentale, mais également la liberté de circulation de l'information, qui accélère le processus de la recherche.

➤ Le modèle de Lucas :

Lucas(1988) a apporté une explication endogène de la croissance économique, en effet, les agents déterminent le temps qu'ils consacrent à l'éducation. Le capital humain, moteur de croissance et générateur d'externalités, est accumulable selon un processus linéaire ad hoc. Pour Lucas, l'accumulation volontaire correspond au « schooling » et l'accumulation involontaire correspond au « learning by doing ».

¹⁹ Disponible sur <http://www.vcharite.univ-mrs.fr/pp/yildi/croissance/croissanceweb/node20.html> consulté le 03 décembre 2016

Le modèle de Lucas²⁰ intègre le rôle fondamental de l'éducation dans la croissance en insistant à la fois sur le fait que le niveau d'éducation est générateur d'externalités positives et sur le fait que la politique d'éducation doit avant tout consister à choisir le niveau optimal des ressources rares consacrées à l'éducation.

L'hypothèse du modèle est qu'à chaque période, chaque agent dispose d'une unité de temps qu'il affecte dans une proportion (u) à la production de bien et $(1-u)$ à l'accumulation du capital humain. Donc dans la production, l'input travail efficace est à l'instant t : $uh(t)N$ où N le nombre d'agents dans une économie et $h(t)$ le niveau de capital humain à l'instant t . La fonction de production de bien est alors : $Y = AK^\beta[uhN]^{1-\beta}h_\alpha^\gamma$.

Lucas suppose que la quantité produite dépend non seulement du stock de capital physique, du stock de capital humain hN , du temps consacré u à l'activité de production, mais aussi du niveau moyen de capital humain dans la société h_α . Le terme h_α^γ représente l'externalité positive du niveau de capital humain dans la société. L'élasticité de la production par rapport au niveau moyen de capital humain γ est positive.

La production de capital humain (éducation) d'un individu se fait alors selon une technique de type linéaire grâce à du capital humain : $Dh = \partial(1-u)h$. Où $(1-u)$ reflète le temps endogène consacré à l'éducation. On peut considérer ce terme comme le coût de l'éducation, puisqu'en s'éduquant, l'agent renonce à la production de biens de consommation. ∂ est la productivité de la formation dans la production de capital humain.

➤ Le modèle de Barro :

Robert J. Barro(1990) part de l'idée selon laquelle les dépenses publiques, lorsqu'elles sont optimales, affectent positivement la productivité du capital privée²¹. Les dépenses publiques peuvent engendrer des effets positifs sur les niveaux des variables et également sur le taux de croissance économique. Il existe également des effets négatifs sur ces derniers. Il conclut alors que la croissance économique et le développement des infrastructures sont liés. Selon Barro, on peut avoir une croissance de long-terme indépendamment du changement exogène de la technologie ou de la population. En effet, il insiste sur la présence d'un

²⁰ Disponible sur <http://mazambatedie.free.fr/spip.php?article14> consulté le 03 décembre 2016

²¹ Armand DIEMER, Théorie de la croissance endogène et principes de convergence, MCF IUFM D'AUVERGNE, 2012

rendement constant ou croissant des facteurs. Le rendement social et privé de l'investissement diverge et le comportement des agents conduit à un taux sous-optimal de l'épargne et de la croissance. Le rendement privé peut être décroissant, par contre, le rendement social est constant ou croissant grâce aux externalités. Le maintien des rendements constants de l'investissement implique donc le rôle du secteur public dans la croissance.

3) Mesure de la croissance :

La croissance économique est un moyen pour classer les pays en fonction de sa richesse, son développement et sa place dans le monde. Il est alors très utile de savoir comment on peut mesurer la croissance d'un pays. Pour cela, il existe plusieurs indicateurs à utiliser pour la mesurer. L'indicateur la plus utilisée est le PIB ou Production Intérieur Brut. Le PIB est « un agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes »²². D'une manière très synthétique, le produit intérieur brut vise à mesurer la richesse créée par les hommes dans un pays pendant une période donnée, parfois on prend une année ou un trimestre. C'est alors une mesure de la création de la richesse.

Partant de cette dernière, on peut considérer trois approches pour calculer le PIB, à savoir l'approche production, l'approche revenu et l'approche demande ou dépenses.²³

Pour la première approche, le PIB se calcule à partir de la valeur ajoutée qui est la différence entre la production et la consommation intermédiaire. La valeur ajoutée permet de mesurer la richesse effectivement mis à la disposition de l'économie par le système productif. Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différentes branches d'activités ou secteurs institutionnels augmentée des impôts moins les subventions sur les produits. D'où la formule :

PIB=somme des valeurs ajoutées + impôts sur les produits – subventions sur les produits

Pour l'approche selon le revenu, elle met en évidence la répartition de la richesse produite entre les salariés, les entreprises et l'Etat. Ici, le PIB est alors la somme des revenus distribués aux facteurs de production pendant une période donnée. En effet, les travailleurs ou salariés ont comme revenu la rémunération des salariés, le capital fournis par l'entrepreneur et

²² Disponible sur <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/définition/c1365> le 05 décembre 2016

²³ Note de cours en deuxième année, Comptabilité Nationale

propriétaire sera rémunéré par l'Excédent Brut d'Exploitation, et l'Etat reçoit comme part les impôts. D'où la formule du PIB selon l'optique de revenu :

PIB=Rémunération des salariés + impôts sur la production et les importations – subventions + excédent d'exploitation/revenus mixte

Concernant l'approche demande ou dépense, elle montre l'utilisation de la richesse créée par les agents économiques. Pour cela, les dépenses de consommation finale de biens et services pour les ménages, les dépenses en capital fixe pour les investisseurs ou entrepreneurs, les dépenses d'importations, les exportations qui font partis des utilisations de la production. En fait, le calcul se déduit du compte des biens et services. D'où la formule du PIB selon l'optique de dépense :

PIB=Consommation Finale + Formation Brute de Capital Fixe + Variation de Stocks + Acquisition moins Cessions d'objets de valeur + Exportations- Importations

Après avoir connu les notions sur le secteur bancaire et sur la croissance économique en général, on va essayer de faire un aperçu sur les nombreuses théories sur la relation entre le secteur bancaire et la croissance économique.

Chapitre 2 : Relation entre le secteur bancaire et la croissance économique

La relation entre le secteur bancaire et la croissance économique d'un pays occupent plusieurs chercheurs depuis très longtemps. Ce chapitre sera consacré pour voir les débats qui existent autour de cette relation, d'une part, et la présentation de quelques apports de certains auteurs dans le thème étudié.

Section 1: La revue théorique de la relation entre ces éléments

La question de la contribution du secteur bancaire à la croissance économique a été abordée par plusieurs auteurs. Ces auteurs n'ont pas traité exactement ce même sujet, mais ils se spécifient chacun dans leur apport. C'est-à-dire, il existe de nombreux sujets abordés dans ce thème et autour de ce dernier.

La littérature sur ce sujet ne s'est pas restée uniforme dans le temps. Schumpeter (1911) est l'un des premiers économistes qui a abordé la question de l'importance du secteur financier dans le développement d'une économie. Il démontre que l'accession à la croissance et au développement se réalise en grande partie par l'intermédiation des crédits bancaires. Après, ce qui le différencie des autres auteurs, en 1912, il accorde une importance des banques dans le fonctionnement du système économique et leur apport bénéfique à la croissance à travers le financement de l'innovation. En effet, le banquier permet l'identification des entrepreneurs qui ont les meilleures chances de réussir la procédure d'innovation. L'entrepreneur innovateur a besoin des moyens financiers pour mettre en œuvre de nouvelles technologies de production, et le rôle du banquier est primordial dans le choix de ces nouvelles technologies. Là, on voit tout de suite que le rôle joué par les banques améliore le secteur réel d'un pays ou bien son PIB. Pour lui, le développement financier stimule la croissance à travers l'allocation efficace des ressources.

Dans l'histoire des développements théoriques de l'impact du secteur financier sur la croissance économique, Bagehot (1873) argumente que le succès du développement britannique est dû à la supériorité de son marché financier, qui avait une facilité relative à mobiliser l'épargne pour financer les divers investissements à long terme. Il avance que le sous développement économique serait lié à l'impossibilité de mobilisation des ressources, caractéristique d'un système financier atrophie ou quasi-inexistant.

Keynes (1936) propose une théorie du développement différente de celle de Bagehot (1873) et de Schumpeter (1911). Il met l'accent sur le rôle déterminant de l'investissement dans la production globale et l'emploi. L'un des objectifs de la théorie keynésienne est d'examiner les conditions dans lesquelles les mécanismes monétaires peuvent affecter la dynamique de l'économie réelle. Dans sa théorie, Keynes fait la différence entre l'activité d'intermédiation financière censée supporter l'investissement et la spéculation financière dont le développement génère de l'instabilité financière.

Dans cette idée, il fait inscrire la contribution de Minsky (1964) qui estime que les intermédiaires jouent un rôle déterminant dans le déclenchement de l'instabilité financière. Selon Minsky, l'investissement est un phénomène essentiellement financier, dont la réalisation ne dépend pas principalement du taux d'intérêt (comme l'idée de Keynes), mais plutôt du climat de confiance des affaires (relation entre banquier et entrepreneur). Un climat des affaires favorable engendre naturellement un boom économique qui peut aussi causer de l'instabilité financière. Son analyse insiste sur le rôle de l'incertitude, des anticipations réalisées par les agents et du climat des affaires, sur les décisions d'investissement.

Après Minsky, Sylviane Guillaumont Jeanneney et Kangni Kpodar (2006) a sorti une idée sur le lien entre le développement financier, l'instabilité financière et la croissance économique. Elle a réconcilié deux courants en littérature : l'un, c'est que le développement financier est favorable au développement économique. L'autre, c'est que les conséquences défavorables des crises qui ralentissent la croissance. Cela signifie que le canal du développement financier vers l'instabilité financière n'est pas par le fait d'un climat des affaires favorables mais par l'effet négatif des crises qui va atténuer la croissance.

Le lien « finance- croissance économique » a été étudié avec plus de détail, notamment avec les travaux de Goldsmith (1969) et Mc Kinnon (1973), auteurs de l'école de répression financière. Selon ces deux auteurs, le secteur financier joue un rôle important dans la croissance économique. Les principales suggestions de cette école se résument à la libéralisation du secteur financier dont l'objectif est de soutenir la croissance des taux d'épargne et d'investissement ainsi que d'améliorer l'efficacité du capital.

Levine est l'un des auteurs qui constituent un important référence concernant l'analyse de la relation entre le développement financier (sous entendu le secteur financier) et la croissance économique. Les travaux très marquants sont Levine et King (1993), Levine (1997, 2000, 2004, 2005). En 1997, Levine a essayé d'apporter des preuves sur l'existence du lien

formel entre le développement de la sphère réelle et la sphère financière en étudiant un échantillon de 77 pays sur la période de 1960-1989²⁴. Il est arrivé à des résultats qui ne sont pas vraiment très convainquant en conclusion, mais il trouve des corrélations consistantes entre certains indicateurs de la croissance économique et quatre indices de la maturité du secteur financier. A savoir, *la profondeur financière* : il s'agit de la mesure de la taille du secteur financier (M2/PIB) ; *la banque* : il s'agit de la mesure du rôle des banques primaires vis-à-vis de la Banque Centrale qui donne la part des banques primaires dans la crédit intérieur total ; *le privé* : il s'agit de la mesure de la part du secteur privé dans le crédit intérieur et qui donne le ratio du crédit alloué aux entreprises privées, à l'exclusion des entreprises d'Etat, par rapport au crédit intérieur total net du crédit octroyé aux banque ; et *le privy* qui est la mesure de l'importance du crédit au secteur privé dans son ensemble et qui donne le ratio du crédit aux entreprises privées par rapport au PIB.

Pour McKinnon (1973) et Shaw (1973), Les travaux de ces auteurs constituent de références pour les pays en voie de développement. Ils présupposent l'existence d'un lien positif entre le secteur financier et la croissance économique, et proposent d'appliquer des politiques économiques pour développer le secteur financier. Ils sont inspirés des réformes financières appliquées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International au sein des programmes d'ajustement structure. McKinnon (1973) a élaboré un modèle où l'investissement est indivisible et nécessite l'accumulation d'une épargne préalable. Cette dernière est fonction du taux d'intérêt réel : plus il est élevé, plus les montants disponibles pour l'investissement sont importants. Ce modèle conclue que la répression financière²⁵ empêche l'économie d'atteindre son taux de croissance optimal.

Quant à Shaw (1973)²⁶, les conclusions de ses travaux sont proches de celle de McKinnon. En fait, Shaw prends en compte la capacité de crédits des établissements bancaires, alors que McKinnon limite son analyse à la collecte et à la redistribution des ressources. Mais il existe des critiques sur ce modèle notamment su le lien entre l'épargne et le taux d'intérêt réel.

Le modèle de pagano en 1993 constitue un modèle de base sur l'analyse de l'épargne et la finance²⁷. Pagano (1993) présente un modèle simple de croissance endogène permettant

²⁴ Levine R., Financial Development and Economic Growth : Views and Agenda, Journal of Economic Literature, American Economic Association, vol. 35(2), Juin 1997, pp. 688-726.

²⁵ La répression étant définie comme le fait de fixer des taux d'intérêts en dessous de la valeur d'équilibre, à orienter administrativement le crédit, à fixer des réserves obligatoires à un niveau élevé, et à limiter la concurrence au sein du système bancaire

²⁶ Shaw E.S., Financial deepening in economic development, Oxford Univeristy Press, New York, 1973

²⁷ M'hamed Ali KHEMAKHEM, développement des systèmes financiers et croissance économique :cas des pays en voie de développement,2013, p.223

de synthétiser l'ensemble des effets importants que l'on peut observer entre le développement financier et la croissance économique. D'après lui, le développement financier peut affecter la croissance en augmentant la proportion ϕ de l'épargne canalisée vers l'investissement. En effet, les intermédiaires financiers absorbent des ressources au cours de la transformation de l'épargne en investissement. Par exemple, « un dollar épargné par un ménage génère un investissement qui vaut moins d'un dollar (la proportion ϕ). La proportion restante ($1 - \phi$) va à l'intermédiaire financier pour couvrir les frais de ses services ou pour payer les commissions bancaires ». ²⁸ Le modèle se présente comme suit :

$$I = \phi S$$

Où ϕ : traduit l'allocation de l'épargne en investissement

I : investissement

S : épargne

Dans ce qui suit, on présentera une revue de la littérature sur quelques études empiriques qui ont traité l'effet de développement du système bancaire et du marché financier sur le développement économique ou sur la croissance économique.

Section 2 : La revue empirique de la relation entre ces éléments

Au cours du temps, plusieurs auteurs ont essayé de vérifier empiriquement la relation existant entre le secteur bancaire et la croissance économique. Dans cette section, on va voir quelques études importantes sur cette relation.

En ce qui concerne le sens de la causalité entre la finance et la croissance, la réponse des keynésiens est que la finance ne cause pas la croissance mais suit plutôt la croissance.

Au cours des années 60, nombreux auteurs ont apporté leurs idées à la contradiction à la thèse keynésienne sur le développement, à savoir : Gurley et Shaw (1955), Goldsmith (1969), Patrick (1966), Hicks (1969) etc. qui vont présenter des études à un lien positif entre la finance et la croissance.

²⁸ ibid

Gurley et Shaw (1955) estiment que le modèle keynésien n'est pas un instrument efficace pour étudier le développement économique surtout dans ses aspects financiers. On entend la croissance derrière le développement économique. Gurley et Shaw (1956) ont étudié l'évolution du ratio annuel, qui est le rapport entre le total des titres émis dans l'économie et le PIB sur une période allant de 1898 jusqu'à 1930. Les résultats ont prouvé que l'accélération de la croissance du produit intérieur brut (PIB) se rejoint avec l'augmentation de la valeur de ce ratio et vis-versa. Cette même conclusion est aussi confirmée par R. Goldsmith. Il a calculé un ratio qui s'appelle FIR (Financial Interrelation Ratio) qui est le rapport entre le total des titres financiers émis par les institutions financières et non financières, et la richesse nationale. Ce ratio explique que le développement financier a augmenté au fur et à mesure que l'économie se développait. Donc, ces auteurs voient un lien positif entre le secteur financier (notamment bancaire) et le secteur réel.

Gerschenkron (1962) a fait une analyse comparative de la théorie financière du développement de Gurley et Shaw (1955,1967), il place le rôle du secteur bancaire dans le contexte d'économie arriéré. L'importance du système bancaire augmente avec le retard de l'économie, et le niveau du développement économique au début du processus d'industrialisation détermine le rôle du secteur bancaire. Son analyse est de même idée que Hicks (1969) qui estime que la révolution industrielle n'est pas associée uniquement à la mise en place des technologies nouvelles découvertes mais aussi à la révolution financière qui a favorisé l'accroissement massif des investissements. Ce qui n'est pas possible en l'absence d'intermédiaire financier. Donc, le secteur bancaire est très indispensable dans le processus d'industrialisation qui va à son tour entraîner la croissance économique.

Selon Patrick (1966), le développement financier peut être subdivisé en deux composantes : la demande des services financiers adressée les épargnants et les investisseurs ou de l'offre des services financiers. Les premiers « demand following » entraîne une causalité allant de la croissance vers la finance ; et l'effet des second « supply leading », une causalité du développement financier vers la croissance.

Goldsmith (1968) confirme l'effet positif de l'intermédiation financière sur la croissance économique à travers l'efficacité et le volume de l'investissement. Il fait une étude empirique qui établit la corrélation entre la finance et la croissance sur 35 pays en coupe instantanée.

Levine (1996) présente cinq arguments qui fondent théoriquement l'existence d'un lien positif entre le financement bancaire et la croissance économique (le financement est une activité du secteur bancaire) : le système financier faciliterait la protection contre le risque, il permettrait une allocation optimale des ressources et une meilleure contrôle des dirigeants et de l'entreprise par les actionnaires; il faciliterait la mobilisation de l'épargne domestique. S'il est suffisamment développé, le système financier entraîne la facilité de l'échange des biens et services.

Les travaux les plus marquants, qui ont été fondés sur la nature de la relation entre le développement financier et la croissance économique sont ceux de R.King et R.Levine (1993a). Ces deux auteurs ont développé un modèle estimé sur la base d'un échantillon de 80 pays développés sur la période (1960 – 1989). Comme mesures du développement bancaire, King et Levine ont utilisé le ratio M3 / PIB, les crédits bancaires alloués au secteur privé par rapport au PIB nominal, les dépôts auprès des banques commerciales par rapport aux dépôts bancaires et les dépôts de la banque centrale.

Les travaux de Levine (1998; 1999) et de Levine, Loayza et Beck (2000), viennent critiquer le modèle de R.King et R.Levine qui tient compte comme mesure du développement bancaire uniquement les crédits distribués vers le secteur privé et exclut le secteur public. De même, dans leur modèle, ces deux auteurs n'ont pas introduit une mesure du développement du marché financier du fait que les données sont disponibles uniquement pour 40 pays sur un total de 80 pays. L'absence des variables représentant le marché financier et la limitation uniquement sur des variables bancaires peuvent perturber l'effet du développement du secteur bancaire sur la croissance économique du fait que d'autres facteurs peuvent influencer la croissance économique.

Levine et Zervos (1998) ont essayé de tester empiriquement la relation entre développement économique, marchés financiers et banques. Pour mesurer le développement bancaire, ils ont utilisé le ratio des crédits alloués au secteur privé par rapport au PIB. Comme mesure de développement du marché financier Levine et Zervos ont utilisé la taille du marché (Capitalisation boursière, rotation de l'actif), activité du marché financier (valeur du commerce par rapport au PIB) et la liquidité du marché (valeur du commerce par rapport à la capitalisation boursière). Le modèle développé par Levine et Zervos (1998), présente quelques faiblesses économétriques. Il ne tient pas compte l'effet fixe et spécifique pour chaque pays.

Des travaux récents viennent résoudre les faiblesses reconnues dans le modèle de Levine et

Zervos. Il s'agit notamment de Demetriade et Luintel (2000). Ils ont développé la méthode des séries temporelles pour cinq développés avec des données trimestrielles. Ils ont trouvé que le développement du secteur bancaire et le développement du marché financier, expliquent positivement et consécutivement la croissance économique avec plus d'importance accordée au secteur bancaire. Ce privilège accordé à ce secteur est expliqué par le fait que ce dernier constitue la première source de financement classique et entraîne par ensuite la création de richesse économique.

L'étude faite par T.Beck et R.Levine (2002), constitue le bon exemple qui a centré ces axes sur la relation entre banques, marchés financiers et développement économique. Ils montrent également qu'un développement du système bancaire et du marché financier peut entraîner un développement de la croissance économique à moins que quelques conditions doivent être réunies. Il s'agit d'un bon fonctionnement du système financier, une faible asymétrie d'information, un faible coût de transaction et une allocation optimale des ressources.

G. M Caporale, P. G. A Howells, A. M. Soliman (2004), dans leur article ont essayé de répondre à la question suivante: le développement du marché financier conduit-il au développement économique ? Les résultats pour les quels ils aboutissent convergent avec ceux trouvés dans d'autres études théoriques. Un bon fonctionnement du marché financier peut promouvoir le développement économique.

Sen Deniz et Yiincii (2006) sont arrivés au résultat que le secteur bancaire joue un rôle moteur dans le secteur réel après avoir étudié, dans 11 pays membres de l'OCDE, le rôle du crédit bancaire dans le secteur réel.

J. Shan, Q.Jianhong (2006), de leur tour, ont essayé d'examiner la relation entre développement financier et croissance économique pour le cas de la Chine. Ils ont trouvé que la contribution du développement financier dans la croissance économique vient comme la deuxième force après la contribution des revenus des ouvriers. La relation entre sphère financière et sphère économique a un double sens de causalité. Le développement du système financier (développement du système bancaire : distribution des crédits pour financer les investissements) contribue à la croissance du PIB nominal. De même, ils ont également aboutit à ce que la forte croissance économique enregistrée pendant les vingt dernières années a un impact significatif sur le développement du système financier.

Meangon (2005) a étudié l'impact du financement bancaire sur la croissance économique au Sénégal. Il a utilisé des variables comme le niveau de crédit à l'économie, la

formation brute du capital fixe, le taux d'escompte, les dépôts totaux et le taux d'inflation. Il a eu comme résultat qu'au Sénégal, la croissance s'explique principalement par le niveau du crédit à l'économie et les dépôts totaux.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Dans cette première partie, nous avons posé comme objectif d'effectuer une étude théorique sur le lien entre secteur bancaire et croissance économique. En effet, nous avons étudié dans un premier chapitre les différentes notions et concepts relatifs au sujet. La notion sur le secteur bancaire et celle de la croissance économique ont été abordé séparément. On a pu connaître par la suite les différentes définitions et mesures de la croissance économique surtout le PIB. Par la revue de la littérature, dans le deuxième chapitre, on a pu connaître tous les auteurs connus sur le thème choisi et leurs théories sur le sujet. Plus précisément, les théories de divers auteurs sur le lien qui existe entre le secteur bancaire et la croissance économique.

Comme sur le plan théorique, on constate qu'il existe un lien entre le secteur bancaire et la croissance économique à travers les différentes études proposées par des nombreux auteurs. Alors, qu'est ce qu'on dire sur le plan empirique ? Maintenant, on va étudier la relation entre le secteur bancaire et la croissance économique de Madagascar.

PARTIE 2 : APPROCHE EMPIRIQUE

Cette partie va se consacrer à l'analyse empirique de la problématique annoncée au dessus. On va essayer de voir le lien ou la contribution du secteur bancaire de Madagascar dans sa croissance. Pour cela, on va d'abord présenter le secteur bancaire malagasy et la situation de sa croissance depuis un certain temps. Ensuite, on va analyser la situation et l'état du secteur bancaire de ce pays. On poursuit par l'analyse du lien entre ce dernier et la sphère réelle de ce pays par la méthode descriptive d'un part, et la méthode économétrique par l'utilisation d'un modèle d'autre part.

Chapitre 1 : Le secteur bancaire malagasy et sa croissance économique

Le secteur bancaire fait partie du secteur tertiaire qui est un secteur très productif dans le pays. Il tient un pourcentage très élevé sur la constitution de la richesse du pays. Dans ce chapitre, il sera vu en premier lieu une présentation du secteur bancaire et l'état de la croissance économique de Madagascar. Ensuite, dans la deuxième section sera analysée l'évolution des activités bancaires à Madagascar. Ce chapitre apporte une description du secteur bancaire Malagasy et sa croissance économique.

Section 1 : Présentation du secteur bancaire et de la croissance économique de Madagascar

Plusieurs articles, chercheurs... parlent du secteur financier et parfois le secteur bancaire Malagasy. Des aperçues sur ce secteur sera mis en œuvre dans cette section par la présentation de l'histoire de notre secteur financier et les composantes du secteur bancaire de Madagascar.

1) Aperçues du secteur bancaire Malagasy :

1-1) Historique :

Avant la colonisation, la première institution financière à Madagascar était vers 1886, il s'agissait du Comptoir National d'Escompte de Paris. Il a comme activité sur les opérations de commerce, notamment les importations, les opérations purement locales et celles des exportations.

Pendant l'époque coloniale, on dénombre huit établissements financiers implantés à Madagascar, à savoir : Le Crédit Foncier de Madagascar (1920), la Banque de Madagascar (1925), le Crédit Agricole (1930), la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer (1945), le Bureau Minier de la France d'Outre-Mer (1948), le Crédit de Madagascar (1950), la Banque Franco-Chinoise (1951), la Société Immobilière (1951). Leurs objectifs étaient de faire bénéficier des crédits bancaires aux peuples de Madagascar.

Concernant la période de la Première République (de 1960 à 1972), à part les banques de dépôts, des établissements spécialisés dans la promotion du crédit et de l'investissement ont été mis en place. Ce sont : la Société Malgache d'Investissement et de Crédit, la Société Nationale d'Investissement, la Banque Nationale Malgache de Développement. Pendant cette

période, même si on était déjà indépendant, les banques à Madagascar appartiennent encore aux étrangers.

La période de transition de 1972 à 1975 et la deuxième république est marquée par deux grands événements importants : le retrait de la zone « franc » et la nationalisation des banques.

En 1977, une réorganisation dans le but de spécialiser les établissements financiers à chaque secteur d'activité. C'est-à-dire que chaque secteur avait sa propre banque :

- la BTM (ou Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra) pour le secteur primaire ;
- la BNI (ou Bankin'Ny Indostria) pour le secteur secondaire et ;
- la BFV (ou Banky Fampandrosoana ny Varotra) pour le secteur tertiaire notamment le commerce.

Parallèlement à ces trois établissements, il y avait le Fonds National d'Investissement créé en 1979, dans le but de contribuer à la promotion et au développement de la production nationale et à la réalisation des objectifs économiques fixés dans le plan de développement.

Deux programmes s'imposaient à Madagascar pour satisfaire la condition de « politique économique libérale ». En effet, en 1987 et 1988, le pays a bénéficié des Facilités d'Ajustement Structurel (FAS) puis des Facilités d'Ajustement Structurel Renforcées (FASR) en 1989 et 1990. Sans cette condition, aucun prêt financier ne nous aurait été accordé. Cette condition s'est poursuivie par la privatisation des banques débutait à partir de l'année 1996. Ainsi, la BFV a été privatisée en 1998 et la BTM en 1999. Quant à la BNI, elle a connu une privatisation assez prématurée par rapport aux deux autres. Elle a été reprise par le Crédit Lyonnais en 1991.

En résumé, cette historique du secteur financier nous aide à comprendre la structure actuelle du notre système financier. En fait, on peut tenir un point essentiel de cette histoire. En effet, on voit qu'il n'y a jamais eu d'établissements financiers dont la propriété était exclusivement malagasy depuis l'implantation de la première banques, c'étaient tous des établissements d'étrangers.

1-2) Les composantes du secteur bancaire actuel :

Actuellement, le secteur bancaire de Madagascar présente de nombreuses institutions financières. Ce secteur est entièrement libéralisé, l'Etat n'intervient pas directement dans la gestion des banques. En effet, on compte 11 banques privées dans le pays. Ce sont : la Bank Of Africa Madagascar (BOA), la BNI Madagascar, la BFV-Société Générale (BFV-SG), la

Banque Malgache de l'Océan Indien (BMOI), La Mauritius Commercial Bank Madagascar (MCB Madagascar), la SBM Madagascar, la Bank Industrielle et Commerciale de Madagascar (BICM), l'accès Banque Madagascar (ABM), la BGFIBANK Madagascar, la MICROCRED Banque Madagascar, La BM Madagascar SA.

Les banques commerciales, leurs caractéristiques et parts dans l'économie²⁹ :

- **La BFV-SG** : est une société anonyme au capital s'élevant à 5,5 M €. Suite au programme de privatisation entrepris par l'Etat malgache, en 1998 la Société Générale rachète 70% du capital de la Banque Nationale pour le Développement du Commerce (BFV), laissant les 30% restant aux mains de l'Etat. Elle représente environ 20% du marché locale.
- **CA-BNI Madagascar** : La banque est née de la fusion de l'ancienne Caisse de Crédit Agricole (créée en 1930) et du Crédit Foncier (créé en 1920). Entrée dans le Crédit Lyonnais en 1991, elle adopte le nom de BNI-Madagascar en 2006 après le rachat du CL par le Crédit Agricole. Il en détient 51% du capital, le reste étant réparti entre l'Etat malgache (33%), l'IFC (10%) et divers (6%). Elle contrôle environ 25% du marché.
- **La BMOI** : La Banque Malgache de l'Océan Indien, fondée en mai 1989 avec des capitaux privés, dans le cadre de « la Nouvelle Loi Bancaire ». Elle est une filiale du groupe BNP-Paribas qui détient 75% de son capital estimé à 2,3M €, 15% étant également repartis entre FIARO et un opérateur privé malgache, et 10% appartenant à divers porteurs (environ 425 petits porteurs). Cet établissement a privilégié les grands comptes tout en favorisant les opérations de commerce international, et cherche à présent une certaine diversification par une approche sélective et ciblée d'autres types de clientèle.
- **La Bank Of Africa - Madagascar** qui est l' Ex-BTM (la Banque Nationale pour le Développement de l'Agriculture), en novembre 1999 son capital initial de 3,1M € est privatisé et c'est le Groupe Africa Financial Holding / Bank of Africa (AFH/BOA) qui en fait l'acquisition selon le schéma suivant : 51,64% détenus par AFH/BOA et ses partenaires, 26,47% par le secteur privé malgache (ARO/FIARO et secteur privé), 10% par la Société Néerlandaise

²⁹ UBIFRANCE ET LES MISSIONS ECONOMIQUES, le secteur bancaire à Madagascar, Octobre 2008.

pour le Développement (FMO), 10% par l'Etat Malgache et 1,81% par les petits porteurs. Elle fait partie des quatre grandes banques à Madagascar.

- **The Mauritius Commercial Bank (Madagascar) SA** : est créée début 1993 avec un capital de 117 000 €. Elle est détenue par The Mauritius Commercial Bank Ltd (70%), la Banque Française Commerciale de l'Océan Indien (10%), FIARO (5%) et un opérateur privé malgache (5%). La MCB a la particularité de ne pas octroyer de crédits aux particuliers et traite principalement des grands comptes et des opérations commerciales d'import export. Compte tenu de sa taille, ses interventions vers les particuliers sont relativement limitées.
- **La SBM Madagascar (State Bank of Mauritius)** : créée début 1998 avec un capital de 1,1 M €. Elle est détenue par la State Bank of Mauritius à 79% et par des petits porteurs du même groupe. SBM Madagascar a deux agences et représente à peine 3% des parts du marché.
- **La Compagnie Malgache de Banque (CMB)** : a inauguré sa première agence en janvier 2003. La CMB a remplacé en septembre 2002 la Banque de Solidarité Malgache (BSM). La CMB était la première banque à faire appel à des capitaux d'origine locale pour 1,6 M €. Due à sa situation financière, elle est devenue en octobre 2005 la Banque Internationale Chine Madagascar (BICM) avec un capital de 2,7 M €. L'actionnaire majoritaire est une holding de Hong Kong qui est Gahood Holding Company.
- **Accès Banque Madagascar** : est la première banque commerciale spécialisée en microfinance enregistrée à Madagascar et agréée par la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF) en qualité de banque territoriale. Depuis sa création en février 2007, elle inaugure le 15 mai 2008 sa quatrième agence. Son capital, d'un montant initial de 1,6 M €, est détenu par plusieurs actionnaires internationaux dont Access Holding (Allemagne), BFV SG (Madagascar), Triodos-Doen (Pays-Bas), SFI (Banque Mondiale) et KFW (Allemagne). Elle est gérée par le partenaire technique d'Access Holding : LFS (Financial Systems GmbH) dans le cadre d'un contrat de gestion, elle bénéficie d'une assistance financière de l'Union Européenne.
- **Microcred Madagascar** : est un établissement financier qui a pour vocation d'offrir des services financiers aux micros, petites et moyennes entreprises malgaches, principalement dans le milieu urbain et semi-urbain. Son capital,

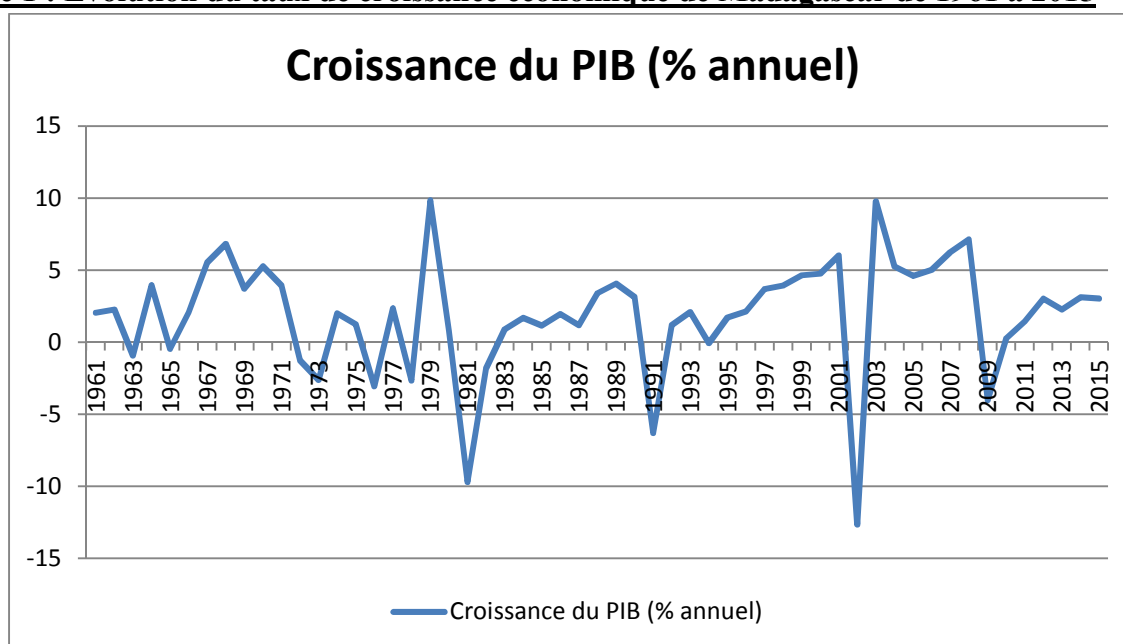
qui s'élève à 3,2 millions d'euros, est détenu par MicroCred holding (60%), BOA Madagascar (25%) et SFI (15%). Dans le but de collecter de l'épargne, il souhaite se transformer en banque territoriale.

Mais actuellement, d'après l'étude de la Banque Centrale de Madagascar, il existe des banques parmi ceux qui sont présentes sur le territoire qui détiennent une très grande part de marché. Les quatre plus grandes banques (BFV-SG, CA-BNI Madagascar, BMOI et BOA/BTM) se partagent 90% des parts du marché bancaire, les 10% restant étant partagées entre les autres restantes.

2) La croissance économique à Madagascar :

D'après la banque centrale de Madagascar³⁰, La croissance économique est demeurée faible bien que la tendance s'est montrée prometteuse. En effet, on peut le constater par le fait qu'expliquent les chiffres sur le taux de croissance du PIB. On peut illustrer sur cet extrait de donnée l'évolution du taux de croissance économique de Madagascar.

Graph 1 : Evolution du taux de croissance économique de Madagascar de 1961 à 2015



Source : Banque Mondiale

La figure ci-dessus nous d'avoir une vision du phénomène de croissance à Madagascar. D'une première constatation, on peut avancer que le taux de croissance de

³⁰ Banque centrale de Madagascar, rapport sur la stabilité financière, 2014, n°2, p.21

l'économie Malgache fluctue suivant les années et ne connaît pas une réelle progression. Cette fluctuation est marquée par les périodes de crises où l'on remarque des taux de croissance négatifs immédiatement après un période de croissance normale dans une situation économique stable. C'est par exemple le cas de l'année 2002 qui a connu un taux de croissance de -12,67%. Ensuite un taux d'ordre de -4% en 2009; bien évidemment que c'était pendant la période de crise sociopolitique. En 2010, le taux est d'ordre de 0,3%, c'est une croissance très faible. On ne voit même pas la différence de bien être avec ce taux. En 2011, c'était 1,5% ; en 2012 3%. Pourtant, ce taux diminue d'ordre de 0,7% en 2013, c'est-à-dire égale à 2,3% et en 2014 3,3%. En effet, on constate que le redressement économique après la période de crise est très lent pour regagner la situation normale.

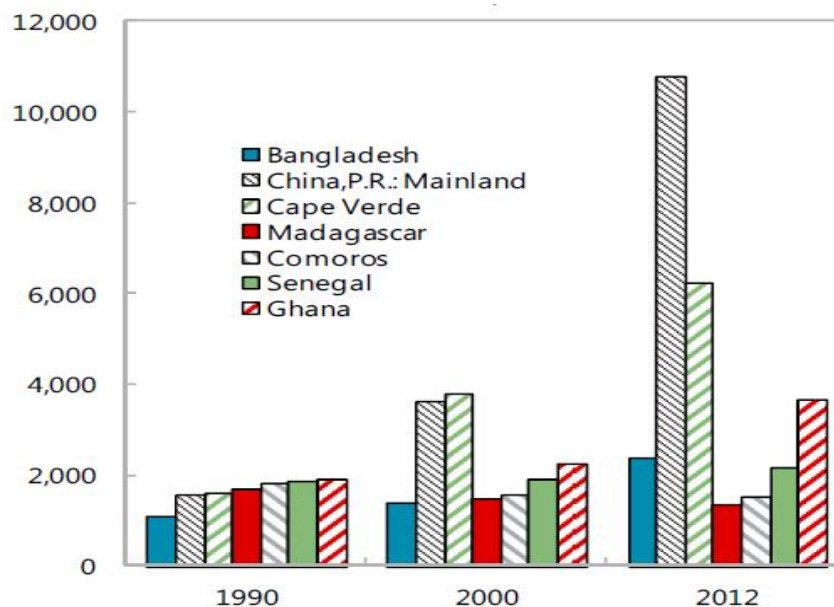
D'un point de vue général, l'évolution de croissance à Madagascar mais d'un taux relativement faible. Si on fait une projection de ce taux, même dans 10ans, la croissance de ce pays est encore insuffisante et ne va pas satisfaire le bien être du peuple.

Dans le rapport de stabilité financière de BCM, cette croissance n'est pas le fruit d'un seul secteur mais de plusieurs secteurs qui composent l'économie de Madagascar. Le secteur secondaire a continué de jouer un rôle prépondérant dans l'origine de la croissance économique dans notre pays, c'est expliqué par la bonne performance des industries extractives. Les autres branches de l'activité industrielle semblent avoir du mal à relancer leurs activités faute d'investissements suffisants, conjuguée à l'effritement du pouvoir d'achat de la population. Le secteur primaire l'illustre par la bonne récolte du secteur rizicole et à la hausse de demande des produits d'exportation. Le secteur tertiaire n'a enregistré qu'une croissance modérée. Les activités bancaire ont été les plus dynamiques, tandis que les autres branches du secteur de service n'ont connu qu'une croissance limitée.

D'après le FMI³¹, « l'un des principales raisons qui expliquent la persistance et la hausse de la pauvreté à Madagascar est la faiblesse de la croissance économique ». Notre pays présent une croissance économique à long terme inférieure à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne. Cette croissance ne suit pas non plus la croissance de la population. En effet, dans un groupe de 25 pays ayant le plus faible PIB par habitant (en dollars constants de 2005), le PIB par habitant de Madagascar a diminué de 19% entre 1990 et 2012 ; tandis que le pays moyen parmi les 25 les plus pauvres a enregistré une hausse de 26 %.

³¹ Fonds Monétaire International, République de Madagascar, rapport du FMI n°15/25, janvier 2015, p.12

Graphe 2 : PIB par habitant dans certains pays (en dollar US constants, à parité de pouvoir d'achat)



Source : FMI

Ce graphe nous illustre la faiblesse du PIB par habitant de Madagascar par rapport à ces quelques pays exemplaires. On voit que la Chine a la plus haute valeur du PIB par habitant. Notre pays possède une faible valeur pour cet indicateur de croissance soit du développement même.

Après cette présentation du secteur bancaire de Madagascar et de sa croissance économique, on va faire une analyse de la situation de ce secteur.

Section 2 : Analyse de la situation du secteur bancaire de Madagascar

A Madagascar, le système financier est composé de trois(3) segments : les marchés financiers, les intermédiaires financiers et les infrastructures financières. Notre système financier n'a pas présenté de changement majeur dans sa structure d'après l'affirmation de la BCM³².

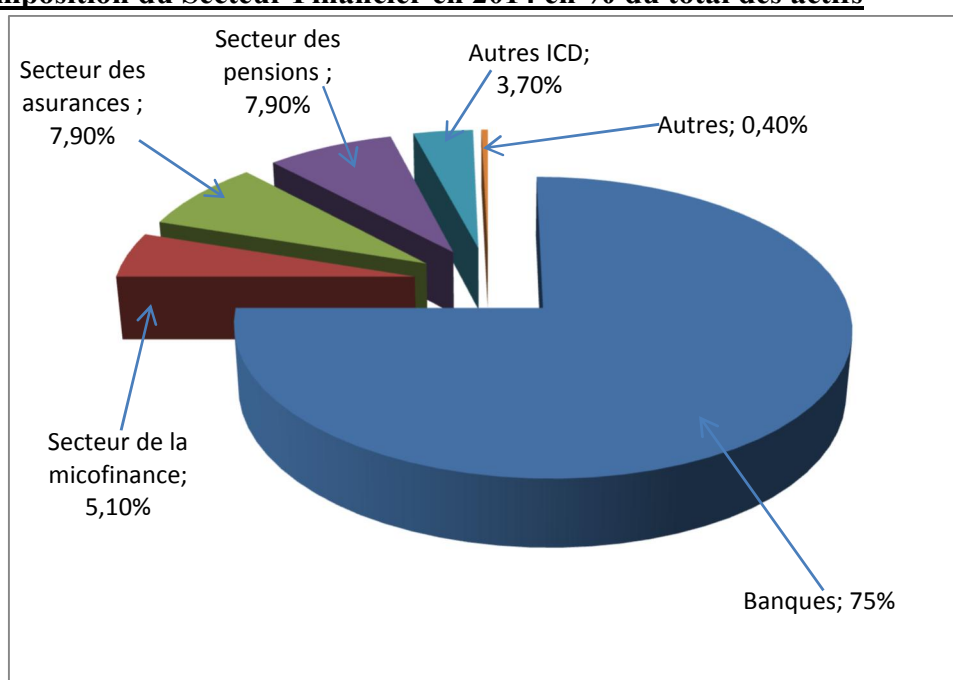
³²Banque centrale de Madagascar, opcit, p. 21

1) La composition du secteur bancaire :

On va s'intéresser sur les intermédiaires financiers dans cette analyse. Ce segment regroupe le secteur bancaire (11 banques territoriales), le secteur de microfinance, les autres institutions collectrices de dépôts (ICD), le secteur des assurances, le secteur de pension de retraite et les autres sociétés financières.

En 2014, la composition du secteur financier peut s'illustrer par le diagramme suivant.

Grphe 3 : Composition du Secteur Financier en 2014 en % du total des actifs



Source : Banque Centrale de Madagascar

On voit directement que le secteur bancaire tient une part très importante dans le secteur financier. Il occupe 75% du total des actifs, c'est-à-dire qu'il peut être considéré comme secteur moteur dans l'ensemble du secteur financier.

Dans le tableau suivant, on essaie d'avoir un aperçu sur l'évolution du secteur financier entre 2011 et 2014.

Tableau 1 : Structure du Secteur Financier, 2011-2014

Nombre et Actif total ICD	2011				2012			
	Nom bre	en milliards d'ariary	en % du total	en % du PIB	Nom bre	en milliards d'ariary	en % du total	en % du PIB
Banques	11	5 067	76,6	25,4	11	5531	75,7	25,1
Locales	0	0	0,0	0,0	0	0	0,0	0,0
Etrangères	11	5 067	76,6	25,4	11	5531	75,7	25,1
Secteur de la microfinance	28	252	3,8	1,3	31	315	4,3	1,4
Autres ICD	1	267	4,0	1,3	1	314	4,3	1,4
Autres sociétés financières								
Secteur des assurances	5	525	7,9	2,6	5	576	7,9	2,6
Secteur des pensions	1	471	7,1	2,4	1	532	7,3	2,4
Autres établissements financiers	6	36	0,5	0,2	5	38	0,5	0,2
Total du Secteur Financier	52	6 619	100	33,2	54	7307	100	33,2

Nombre et Actif total ICD	2013				2014			
	Nom bre	en milliards d'ariary	en % du total	en % du PIB	Nom bre	en milliards d'ariary	en % du total	en % du PIB
Banques	11	5590	74,4	23,5	10	6185	75,0	24
Locales	0	0	0,0	0,0	0	0	0,0	0,0
Etrangères	11	5590	74,4	23,5	10	6185	75,0	24
Secteur de la microfinance	31	368	4,9	1,5	31	423	5,1	1,6
Autres ICD	1	316	4,2	1,3	1	305	3,7	1,2
Autres sociétés financières								
Secteur des assurances	5	606	8,1	2,5	5	650	7,9	2,5
Secteur des pensions	1	592	7,9	2,5	1	652	7,9	2,5
Autres établissements financiers	5	40	0,5	0,2	4	29	0,4	0,1
Total du Secteur Financier	54	7512	100	31,6	52	8244	100	32

Source : Banque Centrale de Madagascar

Ce tableau nous montre le nombre d'institutions qui compose chaque secteur, l'actif total de chaque secteur et celui du secteur financier en totalité et aussi leur valeur en milliard d'ariary et en pourcentage du PIB. Nous allons nous intéresser sur les informations concernant le secteur bancaire. D'abord, il ya 11 banques pour les années 2011, 2012, 2013 et 10 pou 2014. On constate une évolution croissante sur leur actif total ; en 2011, c'était d'une valeur de 5067milliards d'Ariary qui représente 76,6% du total et 25,4% du PIB. L'évolution

continue jusqu'en 2014 où leurs actifs totales atteignent 6185 milliards d'Ariary qui est de 75% du total et 24% du PIB.

Ces chiffres nous montrent que le secteur bancaire tient une place importante dans le secteur financier. La valeur de l'actif total des banques ne cessent pas d'augmenter de 2011 à 2014 même si on voit une diminution du nombre de banques en 2014. Cela montre le développement de notre secteur bancaire.

On constate aussi que leur pourcentage par rapport au PIB varie ou diminue même, cela peut s'expliquer par le fait que les autres secteurs comme celui de microfinance se développent aussi. La part totale de ce dernier ne cesse pas d'augmenter (3,8%, 4,3% , 4,9% et 5,9% pour chaque année respective) .

2) L'évolution des activités bancaires à Madagascar :

Il est très important de voir l'évolution des activités bancaire dans cette analyse afin d'en avoir un aperçu de la relation qui peut exister entre le secteur bancaire et la croissance économique.

Le tableau suivant permet de visionner le volume des activités générées par les banques et l'augmentation de leur taille entre 2012 et 2014.

Tableau 2 : Le volume des activités générées par les banques et l'augmentation de leur taille entre 2012 et 2014

	2012	2013	2014
Total de l'actif	5531,5	5589,9	6185,4
Dépôt de la clientèle	4500,9	4440,1	4859,9
Créances nettes	2162,9	2572,2	3061,7

Source : Banque Centrale de Madagascar

Dans ce tableau, on constate une évolution croissante du total de l'actif. Le dépôt de la clientèle a vraiment augmenté en 2014 par rapports aux deux années précédentes, de même pour les créances nettes. Cela confirme l'augmentation du volume des activités bancaires. D'après la BCM, le niveau atteint reste largement inférieur à ceux des pays africains ayant le même niveau de développement que Madagascar. Le secteur bancaire

malgache est demeuré solide et rentable en 2014, malgré quelques signes de fragilités de certaines banques de petite taille.

Le tableau suivant récapitule les indicateurs du développement financier entre 2009 et 2014.

Tableau 3 : Indicateur de développement du Secteur Financier (2009-2014)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre total des banques	8	10	11	11	11	11
Nombre des agences et succursales	143	174	189	208	228	237
Nombre d'agences/1000000 d'habitants	8	9	9	10	10	10
Dépôts de la clientèle / PIB (%)	20,9%	20,4%	20,9%	20,5%	18,7%	18,8%
Actifs des banques / Total actif du secteur financier (%)	76,1%	76,5%	76,6%	75,7%	74,4%	75,0%
Actifs des banques / PIB (%)	25,2%	24,8%	25,4%	25,1%	23,5%	24,0%
Crédits nets encours consolidés (en milliards d'Ariary)	1784,5	1960,4	2013,6	2169,9	2572,2	3061,7

Source : Banque Centrale de Madagascar

Toutes ces valeurs montrent que le secteur bancaire à Madagascar se développe bien. On voit l'augmentation du nombre total des banques qui passe de 8 à 11 entre 2008 et 2014. Le nombre des agences et des succursales évolue avec un rythme considérable. Pour les dépôts de la clientèle et les actifs des banques, on a une diminution de taux. C'est du peut être par l'émergence des autres institutions financiers. Les actifs des banques occupent plus de 75% du total d'actif du secteur financier. Cela prouve que le secteur bancaire domine le secteur financier de Madagascar.

Si telle est la présentation du secteur bancaire de Madagascar et de sa croissance en général ; maintenant, on va essayer de voir le lien entre ses derniers. Ce lien sera présenté par l'analyse descriptive via des graphes et par un calcul sur un modèle économétrique pour la confirmation des résultats.

Chapitre 2 : Analyse du lien entre le secteur bancaire et la croissance économique de Madagascar

Pour pouvoir tirer une conclusion plus précise, ce chapitre va nous fournir des informations sur la relation qui peut exister entre le secteur bancaire et sa croissance économique. Ces informations seront présentées sous deux formes d'analyses : l'analyse descriptive et l'analyse économétrique.

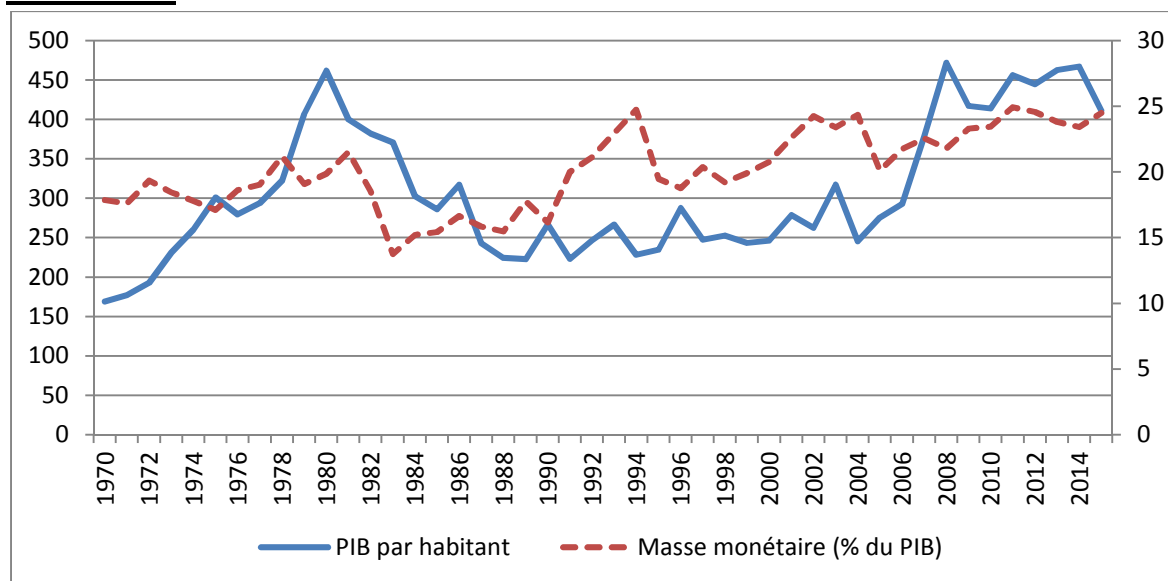
Section 1 : Analyse descriptive de la relation entre le secteur bancaire et la croissance économique de Madagascar

1) Relation de la croissance et les autres indicateurs de développement financier :

Ce premier graphique nous montrera la tendance de la Masse monétaire et le PIB par habitant. D'après Charlemagne B. Igue (2013)³³, il existe plusieurs indicateurs qu'on peut utiliser dans les analyses empiriques du lien entre la finance et la croissance économique. Mais l'auteur a proposé deux indicateurs qui sont les plus utilisés, car ils sont disponibles pour nombreux pays en développement sur une longue période de temps. Ce sont le rapport au PIB des actifs liquides (M2 ou M3) et le rapport au PIB des crédits accordés par les intermédiaires financiers (hors banque centrale et agences gouvernementales) au secteur privé.

³³ Charlemagne B. Igue, intermédiation financière et croissance économique : une approche basée sur le concept d'efficacité-X appliquée à la zone UEMOA, publié en mars 2013.

Graphe 4 : Evolution du PIB par habitant et de Masse monétaire à Madagascar entre 1970 et 2015

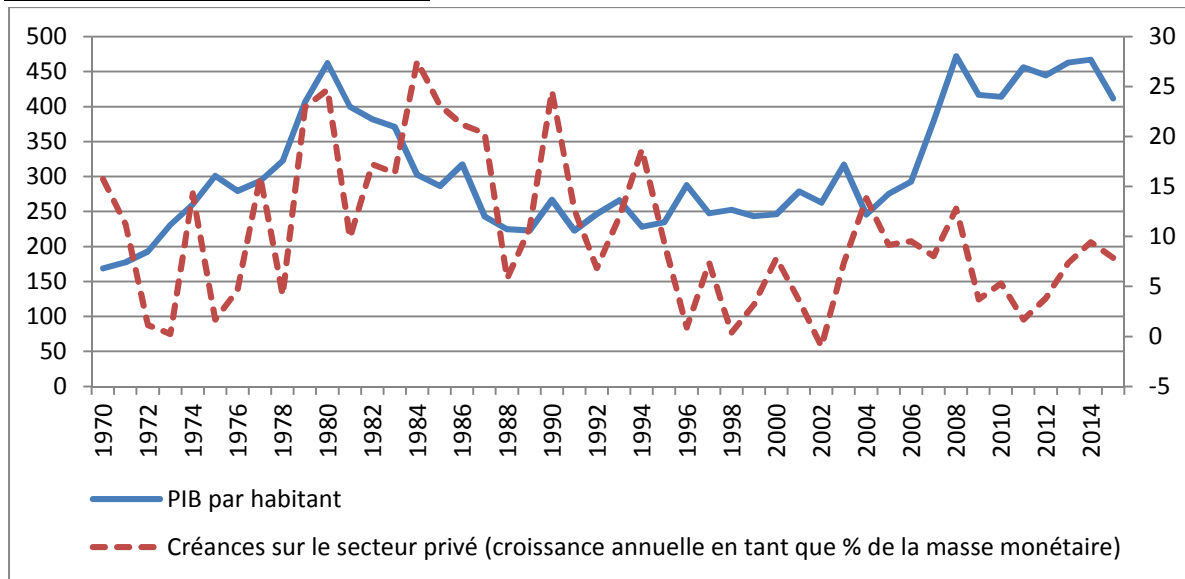


Source : Banque Mondiale

On constate que les deux variables ont à peu près une même forme d'allure sur toute la période. En 1978 à 1983, on voit que le PIB par habitant et la masse monétaire connaissent une diminution. Entre 2004 et 2014, la masse monétaire est en phase d'expansion et on voit une augmentation forte de la valeur du PIB. Comme la masse monétaire est un indicateur de développement financier, donc on peut dire qu'il existe un lien sur le secteur bancaire et la croissance de Madagascar.

Ce second graphe illustre les évolutions du PIB par habitant et les créances sur le secteur privé. La créance désigne la somme qu'on possède sur une personne ou institution, ici, c'est alors la somme que doit le secteur privé au secteur bancaire.

Graphe 5 : Evolution du PIB par habitant et les créances sur le secteur privé à Madagascar entre 1970 et 2015



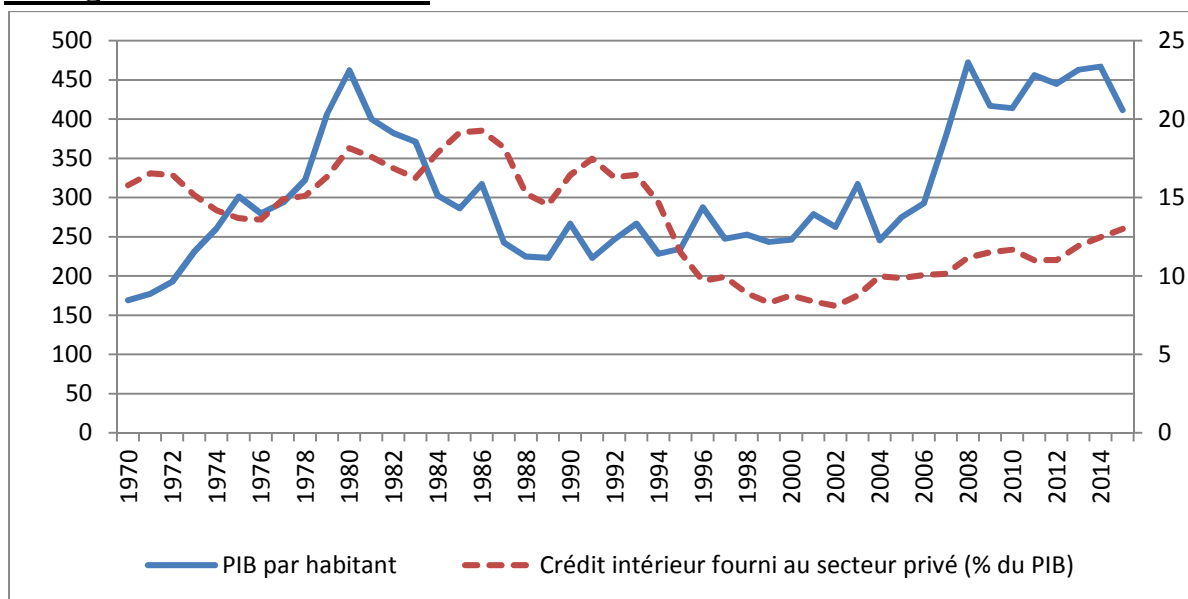
Source : Banque Mondiale

On ne voit pas trop la liaison entre ces deux variables car les créances sont trop variables sur toute la période. Cette variable est alors difficile à prendre en compte dans l'étude de la contribution du secteur bancaire sur la croissance économique.

2) Relation de la croissance et les variables à considérer dans la modélisation du lien :

Dans la littérature économique, King et Levine (1993) a considéré les crédits à l'économie comme variable proxy du développement financier. Il sera vu dans le premier graphe les tendances de PIB et le crédit intérieur fourni au secteur privé (en % du PIB).

Graphe 6 : Evolution du PIB par habitant et le crédit intérieur fourni au secteur privé à Madagascar entre 1970 et 2015

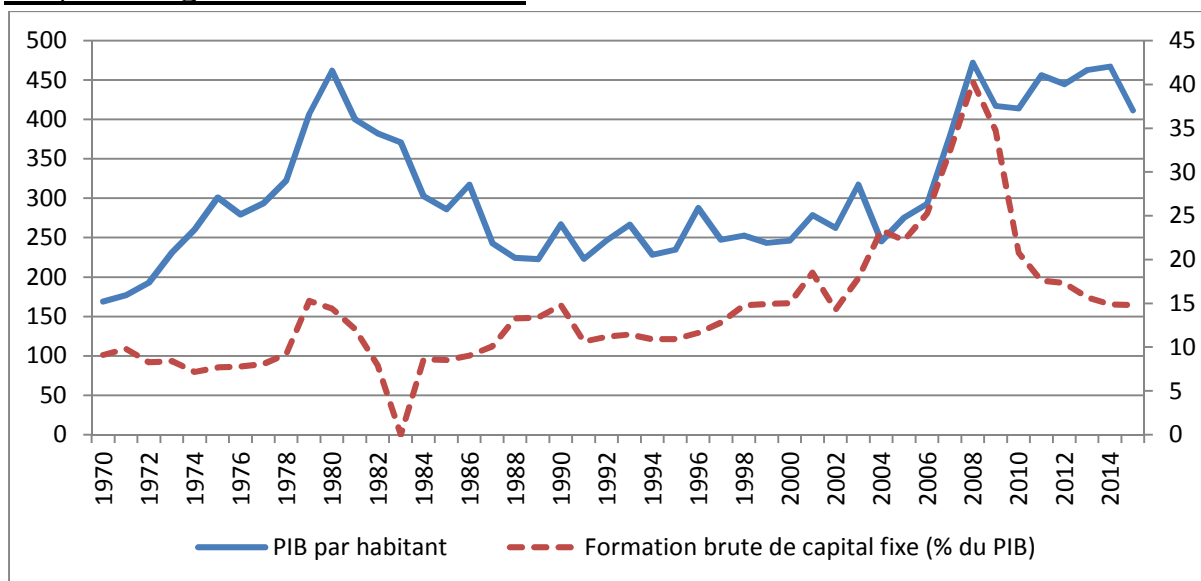


Source : Banque Mondiale

Le graphe nous montre tout de suite qu’il y a un peu de corrélation entre ces deux variables. Entre 1978-1982, les deux variables présentent un pic. Après, elles sont en phase de descente jusqu’en 1996 ; la croissance s’est redressée tandis que le crédit continue de diminuer jusqu’en 1998 et revient à augmenter depuis 1999. La relation entre le secteur bancaire de Madagascar et sa croissance peut être positive et nécessite d’être confirmée de manière empirique.

Les secteurs privés demandent des crédits auprès du secteur bancaire pour couvrir leurs besoins de financement et investissent dans leurs activités. Si les crédits octroyés par le secteur bancaire au secteur privé sont utilisés dans l’investissement, il sera nécessaire de voir la relation entre l’investissement, qui est représenté par la formation brute du capital fixe (% du PIB), et la croissance de Madagascar. Le graphe suivant répond à cette nécessité.

Graphe 7 : Evolution du PIB par habitant et la formation brute du capital fixe (% du PIB) à Madagascar entre 1970 et 2015



Source : Banque Mondiale

On voit deux sortes de corrélation sur l'ensemble de la période. Jusqu'en 1988, la corrélation de ces deux variables était négative ; et positive pour la période postérieure. Les variables présentent chacun un pic en 2008. Elles ont chuté en 2009, c'est la période de crise sociopolitique. Mais l'investissement ne s'est pas redressé jusqu'en 2015, le climat d'investissement de Madagascar se détériore. On peut conclure que la variable investissement contribue à l'explication de la croissance.

Jusqu'ici, on n'a fait que qu'une analyse descriptive des données sur la contribution du secteur bancaire dans la croissance économique. C'est-à-dire un simple aperçu de ce que peut être la relation entre ces derniers. Maintenant, on va faire une analyse économétrique de cette relation. Un modèle sera utilisé pour sortir une conclusion sur la contribution du secteur bancaire et la croissance économique qui est la principale problématique de ce travail.

Section 2 : Analyse économétrique

Dans cette section, on va entrer sur le calcul proprement dit qui va nous permettre de répondre et de tirer de conclusion sur la problématique.

Le modèle que nous allons traiter par la suite est inspirée du modèle utilisé par Florend DEISTING, Farid MAKHLOUF et Adil NAAMANE dans l'article intitulé « développement financier, flux financier et croissance économique », CATT numéro 10 du juin 2012. Ils ont introduit dans leur modèle l'information sur le secteur bancaire par la variable Développement financier (DF). Leur modèle s'écrit : $Y_t = \alpha + \beta_1 DF_t + X_t \beta + \mu_t$

Où Y_t : la croissance économique

DF_t : la variable représentant le développement financier. Suivant la littérature sur le sujet, on considèrera les crédits à l'économie comme variable proxy du développement financier (King et Levine 1993).

X_t : la matrice qui regroupe les variables censées influencer la croissance économique qu'on trouve habituellement dans la littérature relative à ce sujet. Il s'agit de :

- la variable inflation, mesurée comme le taux de variation du déflateur du PIB. L'inflation est synonyme d'instabilité économique. Elle fausse les informations fournies aux agents économiques et décourage l'intermédiation financière ;
- le taux d'ouverture ;

Ainsi, notre modèle dans ce travail se présente comme suit :

$$PIB_t = a_0 + a_1 * CREDIT_t + a_2 * INVESTISSEMENT_t + a_3 * OUVERTURE_t + a_4 * INFLATION_t + \varepsilon_t$$

- Où
- PIB_t : la croissance économique qui sera approximée par le PIB par habitant ;
 - $CREDIT_t$: la variable représentative du secteur bancaire. C'est précisément le crédit fourni au secteur privé ;
 - $INVESTISSEMENT_t$: représente le taux d'investissement, il sera approximé par le FBCF en pourcentage du PIB ;

- $OUVERTURE_t$: désigne le taux d'ouverture de l'économie, soit le ratio (importation+exportation)/PIB ;
- $INFLATION_t$: taux d'inflation ;
- ε_t : le terme d'erreur.

Pour contourner la non linéarité des autres variables, on va les rendre linéaire la l'utilisation de la fonction logarithme. Le modèle devient :

$$\log PIB_t = b_0 + b_1 * \log CREDIT_t + b_2 * \log INVESTISSEMENT_t + b_3 * \log OUVERTURE_t + b_4 * \log INFLATION_t + \mu_t$$

Comme toutes ces variables sont encore stationnaires qu'on va démontrer ci dessous, on va faire leur différence première pour avoir des séries stationnaires.

Finalement, le modèle qu'on va appliquer sur ce travail sera alors :

$$d_1 \log PIB_t = c_0 + c_1 * d_1 \log CREDIT_t + c_2 * d_1 \log INVESTISSEMENT_t + c_3 * d_1 \log OUVERTURE_t + c_4 * d_1 \log INFLATION_t + \gamma_t$$

Où c_i est l'élasticité de PIB par rapport à la variable explicative qui a comme coefficient c_i . Tous les données qu'on va manipuler sont tous données issu de la banque mondiale.

1) Etude de la stationnarité des séries :

Pour faire le test de stationnarité des séries, on va utiliser le test de Dickey-Fuller Augmented Dickey-Fuller Test (ADF) qui consiste à tester les hypothèses :

Hypothèse nulle (H0) : la variable X est stationnaire

Hypothèse alternative (H1) : la variable X est non stationnaire

Nous acceptons l'hypothèse nulle si le test statistique est inférieur à la valeur critique. Le tableau suivant va nous montrer les résultats des tests de stationnarité de chaque variable dans le modèle. Il va présenter d'abord le test de stationnarité des variables en niveau, puis en différence première.

Tableau 4 : Test de stationnarité des variables

Variables	PIB	CREDIT	INVESTIS SEMENT	OUVERTUR E	INFLATION
<u>Valeurs critiques :</u>					
Au seuil de :					
1%	-3.584743	-3.588509	-3.592462	-3.584743	-3.584743
5%	-2.928142	-2.929734	-2.931404	-2.928142	-2.928142
10%	-2.602225	-2.603064	-2.603944	-2.602225	-2.602225
Test statistique ADF en niveau	-2.143601	-1.741197	-1.533466	-1.388390	-3.114389
Décision	On rejette H0	On rejette H0	On rejette H0	On rejette H0	On rejette H0
Conclusion	Non stationnaire	Non stationnaire	Non stationnaire	Non stationnaire	Non stationnaire
<u>Valeurs critiques :</u>					
Au seuil de :					
1%	-3.596616	-3.596616	-3.610453	-3.596616	-3.600987
5%	-2.933158	-2.933158	-2.938987	-2.933158	-2.935001
10%	-2.604867	-2.604867	-2.607932	-2.604867	-2.605836
Test statistique ADF en différence première	-8.456922	-7.768088	-8.830782	-9.816754	-7.492750
Décision	On accepte H0	On accepte H0	On accepte H0	On accepte H0	On accepte H0
Conclusion	stationnaire	stationnaire	stationnaire	stationnaire	stationnaire

Source : Banque Mondiale- nos propres calculs

La première partie de ce tableau nous donne les résultats du test de stationnarité des variables en niveau. On constate que tous les variables sont non stationnaires en niveau puisque les tests statistiques sont tous supérieurs aux valeurs critiques.

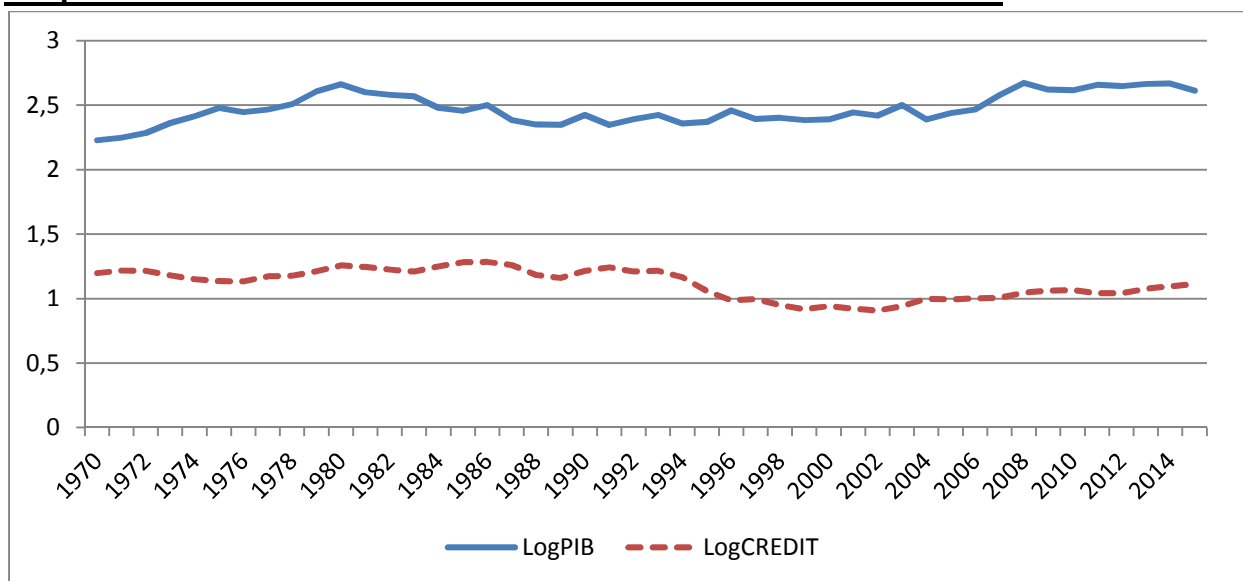
C'est pourquoi qu'on doit les tester en différence premier pour avoir des séries stationnaires.

D'après les résultats du test de stationnarité de chaque variable en différence premier, on parvient à dire que toutes les variables sont stationnaires sans exception parce que la valeur statistique de chaque variable est inférieure aux valeurs critiques (de 1%, de 5% et de 10%).

2) Représentation graphique de la stationnarité des séries :

On va voir sur les graphes suivants la différence entre la tendance des séries non stationnaires et celles qui sont stationnaires.

Graph 8 : Evolution du PIB et du CREDIT en niveau entre 1970 et 2015

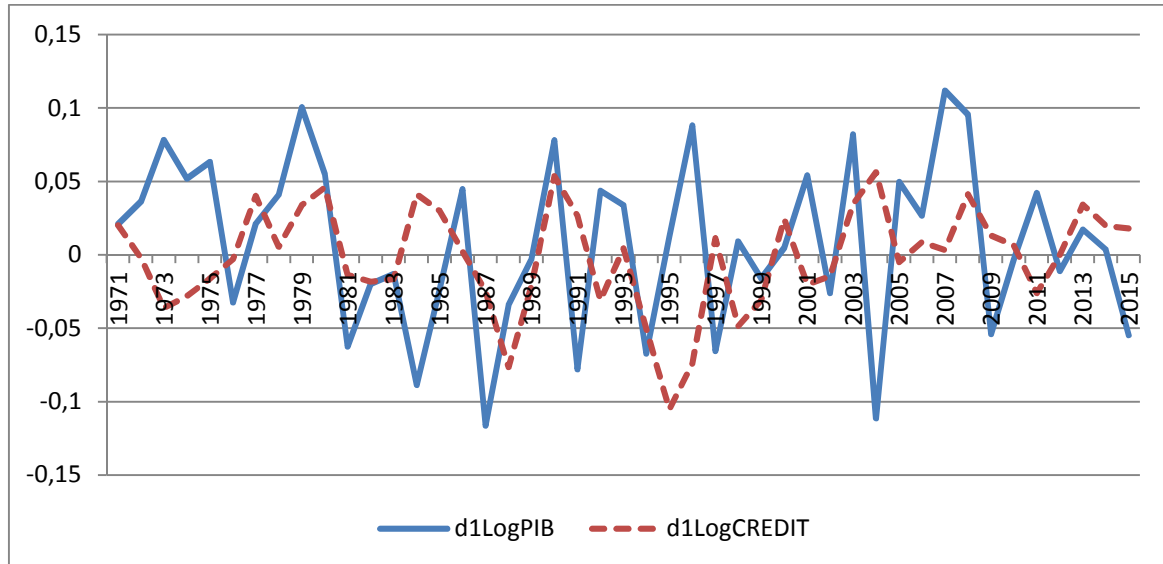


Source : Banque Mondiale- nos propres calculs

Les variables de ce graphe sont tous non stationnaires. On ne parvient pas alors à apercevoir des relations entre les variables à utiliser dans notre modèle.

Après différence première des variables, on a obtenu des variables stationnaires (d'après les résultats ci-dessus). Le graphe suivant nous montre l'allure des variables PIB et CREDIT quand elles sont stationnaires.

Graph 9 : Evolution du PIB et du CREDIT après différence première entre 1970 et 2015



Source : Banque Mondiale- nos propres calculs

On ne voit pas directement la relation entre ces deux éléments, donc seul le calcul et l'estimation qui pourraient nous confirmer la conclusion de leur relation.

La stationnarité des variables est une des conditions qui doit être respectée dans une étude économétrique. C'est pour cela qu'on cherche à rendre stationnaires toutes les variables composantes du modèle avant de faire l'estimation des paramètres.

3) Estimation du modèle en différence première (modèle long) :

Comme toutes les variables sont stationnaires, on peut procéder à l'estimation des paramètres du modèle et faire une conclusion sur notre problématique de départ.

On a utilisé la méthode de moindre carré ordinaire (MCO) avec le logiciel EVIEWS 8.1.

3-1) Présentation du résultat d'estimation :

Après calcul, on a comme résultat :

Tableau 5 : Résultat de l'estimation du modèle en différence première (modèle long)

Par MCO	$d_1 \log \text{PIB}_t = c_0 + c_1 * d_1 \log \text{CREDIT}_t + c_2 * d_1 \log \text{INVESTISSEMENT}_t + c_3 * d_1 \log \text{OUVERTURE}_t + c_4 * d_1 \log \text{INFLATION}_t + \gamma_t$			
	Coefficients	Standard error	T Student	Probabilité
d ₁ logCREDIT	0.085233	0.225483	0.378004	0.7075
d ₁ logINVESTISSEMENT	0.287840	0.107109	2.687348	0.0106
d ₁ logOUVERTURE	-0.282005	0.131155	-2.150168	0.0380
d ₁ logINFLATION	-0.055757	0.028043	-1.988293	0.0540
constante	0.012571	0.007849	1.601640	0.1175
R ² = 0.267178				
R ² Ajusté= 0.190038				
F statistique= 3.463577				

Source : Banque Mondiale- nos propres calculs

3-2) Interprétations et discussions des résultats :

Dans ces résultats³⁴, on voit que le coefficient de détermination s'élève à 0.267178. On peut dire que notre modèle n'est pas assez bon. Pour la significativité individuelle des paramètres, en regardant les statistiques de Student, seules les variables INVESTISSEMENT et OUVERTURE qui sont significatives au seuil de 5%. Les variables CREDIT et INFLATION sont non significatives.

Pour la variable CREDIT, ce sont les crédits fournis au secteur privé. Une augmentation de **10%** du crédit entraîne une augmentation de **0,85233%** du PIB. Ils contribuent à l'explication du PIB positivement mais de façon non significatifs, c'est-à-dire à faible coefficient. Cela peut s'expliquer par la limite des banques à octroyer de crédits.

³⁴ Le détail est présenté en annexe3-1

Pour la variable INVESTISSEMENT, elle contribue aussi de manière positive à la croissance puisque les entreprises sont toujours à la recherche de profit, donc elles essaient de dégager un résultat positif. Économétriquement, une variation de **+10%** de l'investissement apporte une variation de **+2,8784%** du PIB. Les entreprises créent de la valeur ajoutée à travers leurs activités, or PIB peut se calculer par la somme des valeurs ajoutées. D'où l'investissement ou FBCF des secteurs privés conduit à la croissance.

On voit que seules les variables CREDIT et INVESTISSEMENT qui contribuent positivement à la croissance (PIB) dans notre modèle. Les autres (OUVERTURE et INFLATION) contribuent négativement à l'explication du PIB par la présence du signe moins devant. Ces derniers semblent logiques puisque que l'inflation nuit l'économie, donc présente un impact négatif sur la croissance économique. Elle fausse la valeur du PIB. Pour une interprétation économétrique, une augmentation de **1%** de l'inflation provoque une diminution de **0.055757%** du PIB.

Concernant la variable OUVERTURE qui désigne l'ouverture de l'économie avec l'extérieur, Madagascar présente toujours une balance commerciale déficitaire. Les importations sont supérieures aux exportations. Il y a alors des fuites de capitaux dans l'économie Malagasy, d'où l'effet négative dans l'explication du PIB.

Ces résultats méritent d'être discuter pour avoir une bonne conclusion. Elles correspondent bien à la réalité de Madagascar. On voit ici que le secteur bancaire ne contribue pas dans la croissance économique de ce pays. Cette conclusion est similaire à celle de Jeanneney S. G. et de Kpodar K.(2006) qui stipule, après leur analyse de l'impact du niveau du développement financier et celui de son instabilité sur la croissance, que les conséquences défavorables des crises qui ralentissent la croissance. Ce qui signifie qu'à un moment, le secteur financier ne conduit pas à la croissance économique.

Deisting F., Makhlouf f. et Naamane A. (2012) dans leur étude sur le développement financier, flux financier et croissance économique ont arrivé à un résultat illustrant un lien positif entre le système financier et la croissance économique pour Maroc. En fait, ils ont avancé que le Maroc dispose d'un système financier relativement développé, d'où cette contribution positive.

On sait que le système financier de Madagascar n'est pas encore développé, c'est pour cela qu'on arrive aux résultats qui ne sont pas les mêmes qu'aux pays où le système financier

est déjà développé. Donc, une réforme sur les politiques utilisées par les établissements financiers est nécessaire pour ce pays.

4) Estimation du modèle en différence premier (modèle court) :

Le modèle court ou modèle bi varié correspond à une équation à une seule variable explicative. C'est-à-dire, on va essayer de régresser notre variable à expliquer (PIB) avec une seule variable explicative (CREDIT) qui est la variable représentative du secteur bancaire dans notre cas.

Notre modèle est de la forme : $d_1 \log \text{PIB}_t = a_0 + a_1 * d_1 \log \text{CREDIT}_t$

Après estimation par MCO, on a comme résultat :

Tableau 6 : Résultat de l'estimation du modèle en différence première (modèle court)

Par MCO	$d_1 \log \text{PIB}_t = c_0 + c_1 * d_1 \log \text{CREDIT}_t + \varepsilon$			
	Coefficients	Standard error	T Student	Probabilité
$d_1 \log \text{CREDIT}$	-0.009314	0.247528	-0.037630	0.9702
constante	0.008574	0.008679	0.987977	0.3287
R ² = 0.000033				
R ² Ajusté= -0.023222				
F statistique= 0.001416				

Source : Banque Mondiale- nos propres calculs

D'après ce résultat³⁵, les coefficients sont tous non significatifs. La variable CREDIT est non significative dans le modèle. Le PIB est presque inélastique par rapport à la variation du crédit.

Le résultat obtenu en modèle court renforce celui obtenu en modèle long. Cela signifie que même si on change la forme du modèle, on aura toujours le même résultat. On arrive à la même conclusion que la variable CREDIT n'est pas significative dans notre modèle.

³⁵ Pour plus de détail, voir annexe 3-2

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

La deuxième partie de ce travail est portée sur une étude du cas de Madagascar. On a essayé d'analyser les liens qui peuvent exister entre le secteur bancaire malagasy et sa croissance économique tout en tenant compte de la situation respective de ces deux éléments. En premier lieu, l'économie malagasy est caractérisée par un taux de croissance économique faible en générale. Les secteurs tertiaires et secondaires sont les secteurs qui contribuent le plus à la production. Concernant le secteur bancaire malagasy, il est très dynamique et évolutif mais encore caractérisé par un nombre de banques et d'établissements de crédit insuffisant.

En second lieu, on a entamé une étude empirique pour voir la contribution du secteur bancaire malagasy dans sa croissance économique ou PIB. On est arrivé à un résultat qui confirme que le secteur bancaire de Madagascar ne contribue pas au PIB de ce pays. En effet, les résultats de l'estimation du modèle n'est pas significatif pour la variable représentative du secteur bancaire qui est le crédit fourni au secteur privé.

CONCLUSION

Dans ce travail, notre objectif principal a été de voir la contribution du secteur bancaire de Madagascar dans sa croissance économique. L'intérêt de ce sujet réside dans l'importance de la croissance économique d'un pays qui est encore d'actualité et que nombreuses théories apportent des points de vue sur la question du lien entre elle et le secteur bancaire.

La première partie de ce mémoire est focalisée sur l'approche théorique du sujet. Les concepts relatifs au secteur bancaire ont été avancée d'une part, et ceux qui sont relatifs à la croissance économique d'autre part. Ces éléments ont permis de se familiariser avec les différents termes avancés dans la présentation des théories. Les théories sur le lien entre le secteur bancaire et la croissance économique sont avancées ensuite. En fait, on a présenté la revue de la littérature sur ce lien. La première concerne le débat théorique de la relation entre le secteur bancaire et la croissance économique ; et le second concerne le débat empirique, ce sont les théories que quelques auteurs ont apporté sur la relation ou lien entre ces deux éléments. Certains soutiennent que le lien entre ces deux éléments est positif et d'autres affirment qu'ils ne sont pas liés. Afin de valider et de voir cette relation pour le cas de Madagascar, une étude empirique a été effectuée par l'utilisation des données de la Banque Mondiale concernant Madagascar.

Cette deuxième partie a d'abord consisté en présentation générale du contexte du secteur bancaire et de la croissance économique malagasy. Cette partie a servi aussi pour mieux situer le contexte de l'analyse. A partir de ces éléments, on a pu faire l'analyse empirique de l'apport des banques dans la croissance économique de notre pays. D'abord, on a commencé par une analyse descriptive de la situation du secteur bancaire pour sa contribution dans la sphère réelle de Madagascar. L'analyse graphique des éléments représentatifs du secteur bancaire et le PIB a permet de constater qu'il peut y avoir de lien entre le secteur bancaire malagasy et son PIB. Pourtant, cette analyse ne suffit pas pour conclure d'une manière exacte la question de cette contribution. On a plus ou moins vu la corrélation entre les variables comme la masse monétaire, le crédit... et le PIB par habitant.

Ensuite, pour une vérification profonde de cette analyse descriptive, on a essayé de modéliser le lien entre le secteur bancaire et la croissance économique pour le cas du pays. Cette

modélisation économétrique a montré à l'aide de l'estimation par la méthode de moindre carré ordinaire (MCO) que les crédits ne sont pas significatifs à l'explication du PIB.

Pour cela, on peut dire que le secteur bancaire de Madagascar ne contribue pas à la croissance économique de ce pays, d'après l'étude économétrique présentée dans ce travail. Cela signifie qu'il y a l'insuffisance du développement financier à Madagascar. L'hypothèse qu'on a posé au début de ce travail n'est pas alors vérifiée. En d'autres termes, il n'y a pas de liens significatifs entre secteur bancaire malagasy et sa croissance économique. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les banques malagasy ne se développent pas en s'adaptant à la situation socio-économique de Madagascar. On pourrait alors dire que le secteur bancaire malagasy ne joue pas son rôle important qui est le financement de l'économie. Face à cela, on a suggéré politique de crédit consistant à une réforme du secteur bancaire. Ainsi, les crédits doivent être beaucoup plus orientés vers les crédits d'investissements. Ces politiques et suggestions nécessitent l'intervention de l'Etat qui doit offrir un cadre institutionnel favorable à cette réforme. On sait que les investissements ont un impact positif sur la croissance économique et par la suite sur le développement. En fait, la question ne doit pas se limiter alors sur la relation avec la croissance économique. On peut alors se demander si le développement du secteur bancaire pourrait apporter du développement.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages:

- GERSCHENKRON A., 1962, *Economic Backwardness in Historical Perspective: A Book of Essays*, Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 468p.
- GRESLIER H., 1975, *aide-mémoire banque*, coll. Aide mémoire, Dunod, Paris, 220p.
- HICKS J., 1969, *a Theory of Economic History*, Oxford: Clarendon Press, 181p.
- KEYNES J.M., 1936, *théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, édition Payot, Paris, 407p.
- MALTHUS T., 1796, *Essai sur le principe de population*, édition Gonthier Paris, 236p.
- MANKIW G.N., 2009, "*Macroéconomie*", DE BOECK UNIVERSITE, 4ème édition, Traduction de la 6ème édition américaine par Jihad C. El Naboulsi.
- MARX K., 1977, *Le Capital*, Editions sociales, Paris, 522p.
- PRUVOST J. M., 2009, *Dico du financier*, éd. DUNOD, Paris, 225p.
- RICARDO D., 1977, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Flammarion, Paris, 508p.
- SCHUMPETER J., 1911, *The Theory of Economic Development*, Harvard University Press, Cambridge, 255p.
- SHAW S. E., 1973, *Financial Deepening in Economic Development*, New York, Oxford University Press, 260p.

Articles:

- Beck T., Levine R., 2006, "Institution building and growth in transition economies", *Journal of Economic Growth* (2006) 11: 157-186
- Bernou N., 2005, *Elément d'économie bancaire : activité, théorie et réglementation*, université lumière-lyon2.
- Biales C., 2013, « l'intermédiation financière », 16 juillet 2013.
- Caporale G. M., Howells P. G. A., Soliman A. M., 2004, "stock market development and economic growth: the causal linkage" *journal of economic development*
- Charlemagne B. I., 2013, *intermédiation financière et croissance économique : une approche basée sur le concept d'efficacité-X appliquée à la zone UEMOA*, publié en mars 2013.
- Diemer A., 2012, *cours économie générale*, IUFM AUVERGNE.

- Diemer A., 2012, Théorie de la croissance endogène et principes de convergence, MCF IUFM D'Auvergne.
- Goldsmith W., 1968, *Financial Institutions*, Random House, New York.
- Gurley G. J., Shaw S. E., 1956, « Financial Intermediaries and the Saving-Investment Process » *The Journal of Finance* Vol. 11, N°2 (May 1956), pp 257-276.
- Gurley G., Shaw E., 1955, "Financial Aspects of Economic Development", *American Economic Review*, Vol. 45, pp. 515-538.
- Gurley G., Shaw E., 1967, "Financial Structure and Economic Development", *Economic Development and Cultural Change*, vol. 15, N°3, pp. 257-267.
- Harrod R., 1939, "an Essay in Dynamic Theory", *the Economic Journal*, Vol. 49, n° 193.
- Ioconomix, 2016, qu'est ce qu'une banque ?, mai 2016.
- Khemakhem M., 2013, développement des systèmes financiers et croissance économique : cas des pays en voie de développement, *revue européen du droit social*, p.223.
- King R., Levine R., 1993, « Finance and growth: Schumpeter might be right » *The Quarterly Journal of Economic*, Vol. 108, N°.3, (August 1993), pp 717-736.
- Levine R., 1997, "Financial Development and Economic Growth", *Journal of Economic Literature*, 35(2), 688-726.
- Levine R., 1998, "The Legal Environment, Banks, and Long-Run Economic Growth," *Journal of Money, Credit, and Banking*, August 1998, 30(3 pt.2), pp.596-613.
- Levine R., 1999, "Law, Finance, and Economic Growth", *Journal of Financial Intermediation*, 1999, 8(1/2), pp.36-67.
- Levine R., 2005, « Finance and Growth: Theory and Evidence », *Handbook of Economic Growth*, Volume 1A Elsevier.
- Levine R., Loayza N., Beck T., 2000, "Financial intermediation and growth: causality and causes" *Journal of monetary economic*, 46 (1), 31-77.
- Mckinnon R.I., 1973,"*Money and capital in Economic Development*", The Brookings Institution, Washington, DC.
- Meangon N.R., 2005, « le financement bancaire de l'économie sénégalaise », Ecole Nationale Supérieure de la Statistique et d'Economie Appliquée.
- Minsky H., 1964, "Longer Waves in Financial Relations: Financial Factors in more Severe Depressions", *American Economic Review*, Vol. 54, N°3, pp. 324-335.

- Pagano M., 1993, "Financial Markets and Growth, an Overview", *European Economic Review*, n°37, pp. 613-622.
- Patrick H., 1966, "Financial Development and Economic Growth in Underdeveloped Countries", *Economic Development and Cultural Change*, Vol.14, pp. 174-189.
- Shan J., Jianhong Q. (2006): "Does Financial Development 'lead' Economic Growth? The case of China" *Annals of economics and finance 1*, 231–250
- Solow R., 1956, "A Contribution to the Theory of Economic Growth", *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, no 1, p. 65-94.
- Sylviane G.J., Kangni K., 2006, "Développement financier, instabilité financière et croissance économique", *économie & prévision 2006/3*, n°174, pp.87-1113.
- Ubifrance et les missions économiques, 2008, le secteur bancaire à Madagascar, Octobre 2008.
- Walras L., 1992, *Théorie mathématique du billet de banque*, in Etudes d'économie politique appliquée. Théorie de la production de la richesse sociale, Œuvres économiques complètes, vol. X, éditées par P.DOCKES et AL, Economica, p.311.

Rapport, notes et autres documents :

- Note de cours en deuxième année, Comptabilité Nationale
- Larousse, 2005, 100ème édition.
- Le petit Robert, Edition 2004.
- BCM, 2014, rapport sur la stabilité financière, n°2, 64p.
- FMI, 2015, République de Madagascar, rapport du FMI n°15/25, janvier 2015, 70p.

Sites internet :

- <http://www.larousse.fr/archives/économie/page/224>
- <http://www.journaldunet.com/business/pratique/dictionnaire-comptable-et-fiscal>
- <http://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1460>
- <http://www.vcharite.univ-mrs.fr/pp/yildi/croissance/croissanceweb/node20.html>
- <http://mazambatedie.free.fr/spip.php?article14>
- <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/définition/c1365>
- <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur>

ANNEXE

Annexe 1 : Test de stationnarité des variables en niveau

Null Hypothesis: LOGPIB has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.143601	0.2293
Test critical values:		
1% level	-3.584743	
5% level	-2.928142	
10% level	-2.602225	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: LOGCREDIT has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.741197	0.4041
Test critical values:		
1% level	-3.588509	
5% level	-2.929734	
10% level	-2.603064	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: LOGINVESTISSEMENT has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.533466	0.5073
Test critical values:		
1% level	-3.592462	
5% level	-2.931404	
10% level	-2.603944	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: LOGOUVERTURE has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.388390	0.5796
Test critical values:		
1% level	-3.584743	
5% level	-2.928142	
10% level	-2.602225	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: LOGINFLATION has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.114389	0.0023
Test critical values:		
1% level	-3.584743	
5% level	-2.928142	
10% level	-2.602225	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 2 : Test de stationnarité des variables en différence premier

Null Hypothesis: D(D1LOGPIB) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-8.456922	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.596616	
5% level	-2.933158	
10% level	-2.604867	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(D1LOGCREDIT) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.768088	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.596616	
5% level	-2.933158	
10% level	-2.604867	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(D1LOGINVESTISSEMENT) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-8.830782	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.610453	
5% level	-2.938987	
10% level	-2.607932	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(D1LOGOUVERTURE) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-9.816754	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.596616	
5% level	-2.933158	
10% level	-2.604867	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(D1LOGINFLATION) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.492750	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.600987	
5% level	-2.935001	
10% level	-2.605836	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 3 : Résultat d'estimation du modèle en différence premier

1) Résultat d'estimation du modèle en différence premier (modèle long)

Dependent Variable: D1LOGPIB
Method: Least Squares
Date: 12/07/16 Time: 12:46
Sample (adjusted): 1971 2015
Included observations: 43 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D1LOGCREDIT	0.085233	0.225483	0.378004	0.7075
D1LOGINVESTISSEMENT	0.287840	0.107109	2.687348	0.0106
D1LOGOUVERTURE	-0.282005	0.131155	-2.150168	0.0380
D1LOGINFLATION	-0.055757	0.028043	-1.988293	0.0540
C	0.012571	0.007849	1.601640	0.1175
R-squared	0.267178	Mean dependent var		0.011356
Adjusted R-squared	0.190038	S.D. dependent var		0.056713
S.E. of regression	0.051040	Akaike info criterion		-3.003464
Sum squared resid	0.098994	Schwarz criterion		-2.798673
Log likelihood	69.57447	Hannan-Quinn criter.		-2.927943
F-statistic	3.463577	Durbin-Watson stat		1.968298
Prob(F-statistic)	0.016543			

2) Résultat d'estimation du modèle en différence premier (modèle court)

Dependent Variable: D1LOGPIB
Method: Least Squares
Date: 12/11/16 Time: 16:20
Sample (adjusted): 1971 2015
Included observations: 45 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D1LOGCREDIT	-0.009314	0.247528	-0.037630	0.9702
C	0.008574	0.008679	0.987977	0.3287
R-squared	0.000033	Mean dependent var		0.008592
Adjusted R-squared	-0.023222	S.D. dependent var		0.057473
S.E. of regression	0.058136	Akaike info criterion		-2.808628
Sum squared resid	0.145332	Schwarz criterion		-2.728332
Log likelihood	65.19414	Hannan-Quinn criter.		-2.778695
F-statistic	0.001416	Durbin-Watson stat		2.127963
Prob(F-statistic)	0.970157			

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
Liste des abréviations	iii
Listes des tableaux	iv
Listes des graphiques	v
INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE	3
Chapitre 1 : Généralités sur le secteur bancaire et la croissance économique	4
Section 1 : Notions sur les banques	4
1) Historique :	4
2) Définitions :	5
3) Types de banque :	7
4) Mesure de la production bancaire :	9
Section 2 : Notion sur la croissance économique	10
1) Définitions :	11
2) Les théories sur la croissance économique :	11
2-1)Les précurseurs (ou les classiques) :	11
2-2)Schumpeter (1911) et le rôle de l'entrepreneur :	13
2-3)Les théories de la croissance exogène :	13
2-4)Les théories de la croissance endogène :	15
3) Mesure de la croissance :	18
Chapitre 2 : Relation entre le secteur bancaire et la croissance économique.....	20
Section 1: La revue théorique de la relation entre ces éléments	20
Section 2 : La revue empirique de la relation entre ces éléments.....	23
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	28
PARTIE 2 : APPROCHE EMPIRIQUE	29
Chapitre 1 : Le secteur bancaire malagasy et sa croissance économique	30
Section 1 : Présentation du secteur bancaire et de la croissance économique de Madagascar	30
1) Aperçues du secteur bancaire Malagasy :	30
1-1)Historique :	30
1-2)Les composantes du secteur bancaire actuel :	31
2) La croissance économique à Madagascar :	34

Section 2 : Analyse de la situation du secteur bancaire de Madagascar	36
1) La composition du secteur bancaire :.....	37
2) L'évolution des activités bancaires à Madagascar :.....	39
Chapitre 2 : Analyse du lien entre le secteur bancaire et la croissance économique de Madagascar.....	41
Section 1 : Analyse descriptif de la relation entre le secteur bancaire et la croissance économique de Madagascar	41
1) Relation de la croissance et les autres indicateurs de développement financier :.....	41
2) Relation de la croissance et les variables à considérer dans la modélisation du lien :..	43
Section 2 : Analyse économétrique.....	46
1) Etude de la stationnarité des séries :.....	47
2) Représentation graphique de la stationnarité des séries :.....	49
3) Estimation du modèle en différence première (modèle long) :.....	50
3-1)Présentation du résultat d'estimation :	50
3-2)Interprétations et discussions des résultats :.....	51
4) Estimation du modèle en différence premier (modèle court) :.....	53
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE.....	54
CONCLUSION.....	55
BIBLIOGRAPHIE	a
ANNEXE	d
TABLE DES MATIERES	h